



CDDH(2025)R103
Strasbourg, le 18 décembre 2025

**COMITÉ DIRECTEUR POUR LES DROITS HUMAINS
(CDDH)**

RAPPORT DE RÉUNION

103^e réunion

Strasbourg, 24 – 27 novembre 2025

TABLE DES MATIÈRES

Résumé

POINT 1 : OUVERTURE DE LA RÉUNION, ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DE L'ORDRE DES TRAVAUX

POINT 2 : RECOMMANDATIONS DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE ET DU CONGRÈS DES POUVOIRS LOCAUX ET RÉGIONAUX

POINT 3 : SYSTÈME DE LA CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

3.1 Comité d'experts sur le système de la Convention européenne des droits de l'homme (DH-SYSC)

3.1.1 L'utilisation de nouvelles technologies par la Cour européenne des droits de l'homme / nouvelles tendances en matière de litiges devant la Cour européenne des droits de l'homme

3.2 Groupe de négociation ad hoc du CDDH sur l'adhésion de l'UE à la CEDH (« Groupe 46+1 »)

POINT 4 : ÉLIMINATION DE L'IMPUNITÉ POUR LES VIOLATIONS GRAVES DES DROITS HUMAINS

POINT 5 : INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

POINT 6 : NOTION DE PAYS TIERS SÛR

POINT 7 : DROITS HUMAINS DANS LES POLITIQUES EN MATIÈRE DE DROGUES

POINT 8 : INTERDICTION DU COMMERCE DE BIENS UTILISÉS POUR LA TORTURE ET LA PEINE DE MORT

POINT 9 : INSTITUTIONS NATIONALES DES DROITS HUMAINS & INSTITUTIONS DE L'OMBUDSMAN

POINT 10 : LA CEDH DANS L'ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE

POINT 11 : DROITS HUMAINS ET ENTREPRISES

POINT 12 : ACTIVITÉS FUTURES

POINT 13 : CONSULTATIONS PUBLIQUES

POINT 14 : CHARTE SOCIALE EUROPÉENNE

POINT 15: ÉVALUATION ANNUELLE DES ACTIVITÉS

POINT 16 : ACCÈS AUX DOCUMENTS PUBLICS

POINT 17 : PERSONNALITÉS INVITÉES

POINT 18 : RAPPORTEURS THÉMATIQUES ET REPRÉSENTANTS DANS D'AUTRES COMITÉS

POINT 19 : ÉGALITÉ DE GENRE

POINT 20 : ÉLECTIONS

POINT 21 : CONVENTIONS

POINT 22 : PUBLICATIONS

POINT 23 : CALENDRIER

POINT 24 : QUESTIONS DIVERSES

POINT 25 : ADOPTION DU RAPPORT ABRÉGÉ

Annexe I	Ordre du jour
Annexe II	Liste des participants
Annexe III	Programme de l'Atelier sur les Institutions de l'Ombusman et les Institutions nationales des droits humains : Mise en œuvre des Recommandations du Comité des Ministres et autres normes internationales.
Annexe IV	Présentation de Mathieu MORI
Annexe V	Présentation du Professeur Andreas KULICK
Annexe VI	Présentation du Professeur Andras SAJO
Annexe VII	Rapporteur-es et représentant-es du CDDH
Annexe VIII	Composition du Bureau et Présidences des instances subordonnées
Annexe IX	Calendrier

Textes adoptés lors de la réunion

Addendum 1 : Commentaires adoptés par le CDDH sur une Recommandation de l'Assemblée parlementaire

Addendum 2 : Étude du CDDH sur la nécessité et la faisabilité d'un instrument(s) additionnel(s) non contraignant(s) pour compléter les Lignes directrices du Comité des Ministres de 2011 sur l'élimination de l'impunité pour les violations graves des droits de l'homme

Addendum 3 : Manuel du CDDH sur les droits humains et l'intelligence artificielle

Informations sur la réunion

Le Comité directeur pour les droits humains (CDDH) a tenu sa 103^e réunion à Strasbourg, du 24 au 27 novembre 2025, sous la présidence de Krista OINONEN (Finlande).

L'ordre du jour de la réunion figure en annexe.

Points pour décision du Comité des Ministres

Le CDDH a adopté les textes suivants et a décidé de les transmettre au Comité des Ministres pour information :

- Étude sur la nécessité et la faisabilité d'un instrument(s) additionnel(s) non contraignant(s) pour compléter les Lignes directrices du Comité des Ministres de 2011 sur l'élimination de l'impunité pour les violations graves des droits de l'homme ;
- Manuel sur les droits humains et l'intelligence artificielle.

Le CDDH a adopté le texte suivant et a décidé de le transmettre au Comité des Ministres pour examen :

- Commentaires du CDDH sur la Recommandation [2300 \(2025\)](#) de de l'Assemblée parlementaire – L'intelligence artificielle et la migration.

Points pour information du Comité des Ministres

- Le CDDH a élu Tonje MEINICH (Norvège) en qualité de présidente et Nicola WENZEL (Allemagne) en qualité de vice-présidente ; réélu deux membres du Bureau (Tim KOLK (Estonie) et Elias KASTANAS (Grèce)), et élu deux membres du Bureau (Babette KOOPMAN (Pays-Bas) et Pawel WIERDAK (Pologne)).
- Le CDDH a constitué un nouveau Groupe de rédaction visant à préparer un rapport sur l'utilisation des nouvelles technologies par la Cour européenne des droits de l'homme et un rapport sur les nouvelles tendances en matière de contentieux devant la Cour européenne des droits de l'homme (CDDH-TE) ; désigné les 10 États membres suivants dont les frais de participation de leur expert au CDDH-TE seront couverts par le Conseil de l'Europe : Autriche, Belgique, France, Lituanie, République de Moldova, Pays-Bas, République slovaque, Espagne et Royaume-Uni, et élu Milène BLANCHARD (France), en qualité de présidente du CDDH-TE.
- Le CDDH a constitué un nouveau Groupe de rédaction visant à préparer une étude sur la protection du droit de vote et du droit de se porter candidat aux élections par la Convention européenne des droits de l'homme, en tenant compte du travail de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) (CDDH-VOTE) ; désigné les 10 États membres suivants dont les frais de participation de leur expert au CDDH-VOTE seront couverts par le Conseil de l'Europe : Autriche, Bosnie-Herzégovine, Tchéquie, Finlande, France, Grèce, Lettonie, Macédoine du Nord, Roumanie et Espagne ; et élu Krista OINONEN (Finlande) en qualité de présidente du CDDH-VOTE.

En ce qui concerne le système de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), le CDDH a :

- pris note des décisions prises par les Délégués des Ministres sur les rapports du CDDH évaluant les premiers effets des Protocoles n° 15 et 16 à la Convention européenne des droits de l'homme.
- reçu des informations du représentant de l'Union européenne (UE) et échangé des vues sur l'évolution de la situation concernant l'adhésion de l'UE à la Convention ; salue la récente transmission par la Commission européenne d'une demande à la Cour de Justice de l'Union européenne pour un avis sur la compatibilité du projet d'accord d'adhésion révisé avec les traités de l'Union européenne.

En ce qui concerne les autres points à son ordre du jour, le CDDH a notamment :

- tenu un Atelier sur « Les Institutions de l'Ombudsman et les Institutions nationales des droits humains : mise en œuvre des recommandations du Comité des Ministres et d'autres normes internationales » ;
- échangé des vues sur la future préparation d'un rapport sur l'examen de la mise en œuvre de les Recommandations du Comité des Ministres CM/Rec(2019)6 et CM/Rec(2021)1, en vue de l'examen et éventuelle adoption de ce rapport lors de sa prochaine réunion plénière ;
- échangé des vues avec Mathieu MORI, Secrétaire Général du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux ;
- échangé des vues avec le professeur Andreas KULICK, Maître de Conférence en droit public international et droit public, Université de Mayence et avec le Professeur Andras SAJO de l'Université d'Europe Centrale sur des questions relative à l'influence des entreprises sur les droits humains internationaux ;
- échangé des vues avec Gianluca ESPOSITO, Directeur Général des droits humains et État de droit, notamment sur les préparatifs d'une conférence informelle des Ministres de la Justice qui se tiendra le 10 décembre 2025 ;
- échangé des vues sur les résultats de la 5^e réunion du Groupe de rédaction sur l'élimination de l'impunité pour les violations graves des droits humains (CDDH-ELI) ; rappelé que le mandat de ce Groupe inclus d'éventuels travaux de suivi, sous réserve d'autres décisions du Comité des Ministres ;
- échangé des vues sur les résultats de la 5^e réunion du Groupe de rédaction sur les droits humains et l'intelligence artificielle (CDDH-IA) et décidé qu'avec l'adoption du Manuel du CDDH qui en a résulté, le CDDH-IA a rempli son mandat ;
- échangé des vues sur les résultats de la 3^e réunion du Groupe de rédaction sur la notion de pays tiers sûr (CDDH-PTS) et sur la préparation de sa 4^e réunion (17 – 19 mars 2026) ;

- échangé des vues sur les résultats de la 1^e réunion du Comité de rédaction sur les droits humains dans les politiques en matière de drogues (DH-PDA) et sur la préparation de sa 2^e réunion (17 – 18 décembre 2025) ;
- échangé des vues sur les résultats de la 10^e réunion du Groupe Accès à l'information (AIG) de la Convention de Tromsø sur l'accès aux documents publics (STCE 205, Convention de Tromsø), y compris l'Atelier organisé conjointement par l'AIG et le Comité T-PD de la Convention 108 sur la protection des données, et sur la 5^e réunion de la Consultation des Parties à la Convention de Tromsø ;
- convient d'une proposition de débat thématique sur le droit d'accès aux documents publics, qui se tiendra lors de la prochaine réunion plénière ;
- échangé des vues sur ses activités futures, notamment celles résultant de la révision de son mandat pour 2026 – 2027, y compris les travaux de suivi relatifs au rapport du CDDH sur la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2021)2 ;
- adopté une évaluation annuelle de ces activités ;
- examiné un projet de document contenant les critères à appliquer par ses instances subordonnées concernant les consultations publiques sur des textes en cours de préparation ; décide de revenir sur ce sujet lors d'une prochaine réunion ;
- pris note des informations fournies par ses rapporteur·es thématiques et de ses représentant·es au sein d'autres comités ;
- pris note de l'état des signatures et ratifications des traités du Conseil de l'Europe placés sous sa responsabilité ainsi que des récentes développements concernant des dérogations et réservations à la CEDH ;
- pris note des récentes publications des travaux du CDDH, dont une en polonais, et encourage ses membres à informer le Secrétariat des publications en langues nationales officielles des textes résultant des travaux du CDDH ;
- adopté son calendrier révisé des réunions pour le premier semestre 2026 et pris note du calendrier prévisionnel pour le second semestre 2026.

Ressources nécessaires

Le CDDH a noté que toutes les activités mentionnées ci-dessus ont été menées dans le cadre de l'enveloppe budgétaire allouée et que le CDDH-ELI et le CDDH-IA ont achevé leurs travaux dans les délais impartis.

Évaluation des activités menées à bien

Le CDDH a procédé à l'évaluation annuelle de ses activités, comme le prévoit son mandat pour 2024–2027.

RAPPORT DE RÉUNION

1. Le Comité directeur pour les droits humains (CDDH) a tenu sa 103^e réunion à Strasbourg, du 24 au 27 décembre 2025, sous la présidence de Krista OINONEN (Finlande) (voir la liste des participants à l'[Annexe II](#)).

POINT 1 : OUVERTURE DE LA RÉUNION, ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DE L'ORDRE DES TRAVAUX

2. Le CDDH adopte son ordre du jour tel qu'il figure à l'[Annexe I](#) et approuve l'ordre des travaux proposé dans le projet d'ordre du jour annoté (CDDH(2025)OJ02 Annot.).

3. Le CDDH échange des points de vue avec Gianluca ESPOSITO, Directeur Général des droits humains et État de droit. Le Directeur général M. Esposito informe le CDDH des préparatifs d'une conférence ministérielle informelle qui se tiendra à Strasbourg le 10 décembre 2025. Cette conférence aura pour objectif d'intégrer, dans le cadre institutionnel du Conseil de l'Europe, les discussions sur la relation entre la Convention européenne des droits de l'homme (la Convention) et les questions liées à la migration, discussions qui se sont intensifiées depuis la publication, en mai 2025, d'une lettre ouverte signée par neuf États membres. Elle visera également à lancer un processus basé sur le plan en quatre points le présenté par le Secrétaire Général aux Délégués des Ministres à Malte en octobre 2025. Il était prévu qu'à l'issue de la conférence, le CDDH soit invité à contribuer à la préparation d'une déclaration politique, qui serait adoptée lors de la session ministérielle de Chisinau en mai 2026. En réponse aux questions, le Directeur général M. Esposito indique la conférence de décembre débouchera uniquement sur une série de conclusions, dont le projet est sur le point d'être approuvé. Il y aurait certainement des divergences de vues, y compris au sein du CDDH, sur les éléments d'un futur projet de déclaration, mais l'espoir était que celles-ci restent surmontables si le texte s'appuie sur des faits et une compréhension claire de la jurisprudence de la Cour. Le Directeur général M. Esposito informe également le CDDH d'autres activités importantes relevant de sa responsabilité, notamment la méthodologie HUDERIA développée par le Comité sur l'intelligence artificielle et son articulation avec les travaux du CDDH sur un Manuel sur les droits humains et l'intelligence artificielle, ainsi que le récent forum BRAVE, qui a lancé un processus de dialogue avec les entreprises concernant leurs responsabilités en matière de droits humains.

POINT 2 : RECOMMANDATIONS DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE ET DU CONGRES DES POUVOIRS LOCAUX ET REGIONAUX

4. Le CDDH examine le projet de commentaires sur la Recommandation de l'Assemblée parlementaire [2300 \(2025\)](#) de l'Assemblée parlementaire – L'intelligence artificielle et la migration. Le CDDH adopte les commentaires, tels qu'ils figurent à l'[Addendum 1](#) et décide de les transmettre au Comité des Ministres.

POINT 3 : TRAVAUX RELATIFS AU SYSTÈME DE LA CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

5. M. l'Ambassadeur HEJBERG PETERSEN (Danemark) informe le CDDH des activités menées par le Danemark à la suite de la lettre ouverte initiée par les Premiers ministres du Danemark et de l'Italie en mai 2025. Ces activités reposaient sur des principes fondamentaux : du soutien au Conseil de l'Europe et à la Convention en tant que pierre angulaire de l'ordre juridique européen ; du soutien à l'indépendance, à l'intégrité et à la jurisprudence de la Cour

; une reconnaissance des avantages que le Danemark a tirés du système de la Convention et du travail des institutions européennes ; et le respect absolu du droit et de l'ordre internationaux. Certains États ont exprimé diverses préoccupations concernant les questions relatives aux droits humains et à la migration, reflétées dans un débat politique intérieur intense. Le Danemark soutient l'approche du Secrétaire général visant à poursuivre les travaux au sein des structures du Conseil de l'Europe en vue d'une déclaration politique en mai 2026 et se réjouit de travailler avec le CDDH sur la suite à donner.

6. En réponse, les délégations réaffirment leur attachement au système de la Convention et à l'indépendance et à l'autorité de la Cour. Elles saluent les initiatives du Secrétaire Général, notamment en ce qui concerne le rôle que pourrait jouer le CDDH à l'avenir, et soulignent la nécessité de garantir la transparence et le caractère inclusif de tout processus, dans le cadre des structures du Conseil de l'Europe.

3.1 Comité d'experts sur le système de la Convention européenne des droits de l'homme (DH-SYSC)

7. Le Secrétariat fournit des informations sur les décisions prises par les ministres délégués concernant les rapports sur les premiers effets des protocoles n° 15 et 16 à la Convention, adoptés par le CDDH lors de sa 102e réunion.

3.1.1 L'utilisation de nouvelles technologies par la Cour européenne des droits de l'homme / nouvelles tendances en matière de litiges devant la Cour européenne des droits de l'homme

8. Le CDDH adopte le mandat de son groupe de rédaction chargé de préparer des rapports sur l'utilisation des nouvelles technologies par la Cour européenne des droits de l'homme et sur les nouvelles tendances en matière de contentieux devant la Cour européenne des droits de l'homme (CDDH-TE) (respectivement les livrables 14 et 15 du mandat du CDDH pour 2024-2027, tel que révisé par le Comité des Ministres en novembre 2025 ; date limite pour les deux livrables : 31 décembre 2027). Le CDDH désigne les 10 États membres suivants pour que les frais de participation de leurs experts au CDDH-TE soient remboursés par le Conseil de l'Europe : Autriche, Belgique, France, Lituanie, République de Moldavie, Pays-Bas, Norvège, République slovaque, Espagne et Royaume-Uni. Il élit Milène BLANCHARD (France) à la présidence du CDDH-TE.

3.2 Groupe de négociation ad hoc du CDDH sur l'adhésion de l'UE à la CEDH (Groupe « 46+1 »)

9. Le CDDH reçoit des informations de Felix RONKES AGERBEEK, représentant l'Union européenne (UE), concernant la demande récente adressée par la Commission européenne à la Cour de justice de l'UE afin d'obtenir un avis sur la compatibilité du projet d'accord révisé relatif à l'adhésion de l'UE à la Convention avec les traités de l'UE. M. RONKES AGERBEEK indique que, d'après expérience, la procédure prendrait environ 18 mois, et il confirme que la Commission européenne allait désormais concentrer son attention sur l'élaboration des règles internes nécessaires à la participation de l'UE aux mécanismes de la Convention.

POINT 4 : ÉLIMINATION DE L'IMPUNITÉ POUR LES VIOLATIONS GRAVES DES DROITS HUMAINS

10. Le Président du Groupe de rédaction sur l'élimination de l'impunité pour les violations graves des droits humains (CDDH-ELI), Hans-Jörg BEHRENS (Allemagne), informe le CDDH des résultats des travaux du Groupe, notamment de l'achèvement d'un projet d'étude sur la nécessité et la faisabilité d'un instrument(s) additionnel(s) non contraignant(s) pour compléter

les Lignes directrices du Comité des Ministres de 2011 sur l'élimination de l'impunité pour les violations graves des droits de l'homme.

11. Le Président rappelle que le CDDH-ELI a tenu au total cinq réunions et présente les cinq groupes thématiques examinés par le Groupe, à savoir : les questions relatives au champ d'application des Lignes directrices et aux définitions (groupe 1) ; les questions relatives à la coopération (groupe 2) ; les questions relatives au droit pénal (groupe 3) ; les questions relatives aux droits des victimes (groupe 4) ; et les autres questions (groupe 5). Il présente les principales conclusions pour chaque groupe, ainsi que les projets de conclusions et recommandations figurant dans le projet d'étude, et remercie les membres du Groupe pour leur engagement constructif et leur participation active.

12. Le CDDH examine le projet d'étude sur la nécessité et la faisabilité d'un instrument(s) additionnel(s) non contraignant(s) pour compléter les Lignes directrices du Comité des Ministres de 2011 sur l'élimination de l'impunité pour les violations graves des droits de l'homme, section par section, ainsi que les projets de conclusions et de recommandations, paragraphe par paragraphe, en tenant compte des propositions d'amendement et des commentaires soumis par écrit avant la réunion, ainsi que de ceux formulés oralement lors de la réunion. La représentante de la République de Türkiye déclare que son gouvernement est en désaccord avec les conclusions et recommandations.

13. Sur cette base, le CDDH adopte l'étude sur la nécessité et la faisabilité d'un instrument(s) additionnel(s) non contraignant(s) pour compléter les Lignes directrices du Comité des Ministres de 2011 sur l'élimination de l'impunité pour les violations graves des droits de l'homme, avec certaines modifications, telle qu'elle figure à l'[Addendum 2](#), et décide de la transmettre au Comité des Ministres pour information et pour actions supplémentaires éventuelles sur les recommandations finales.

14. Le CDDH rappelle que le mandat du CDDH-ELI prévoit la poursuite de ses travaux, sous réserve des décisions du Comité des Ministres concernant d'éventuels travaux supplémentaires. Sur cette base, le CDDH-ELI est maintenu dans sa composition actuelle.

POINT 5 : INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

15. Le président du Groupe de rédaction sur les droits humains et l'intelligence artificielle (CDDH-IA), Alfonso BREZMES (Espagne), informe le CDDH des résultats des travaux du groupe, notamment de l'achèvement d'un projet de Manuel sur les droits humains et l'intelligence artificielle.

16. Le président rappelle que le CDDH-IA a tenu cinq réunions au total. Il présente le projet de Manuel, y compris ses sections consacrées aux concepts techniques clés pertinents pour l'intelligence artificielle et les droits humains, aux instruments juridiques pertinents et aux principes des droits humains, aux questions relatives aux entreprises et aux droits humains, ainsi qu'aux analyses sectorielles concernant divers domaines de la gouvernance publique. Il remercie les membres du groupe pour leur engagement constructif et leur participation active.

17. Le CDDH examine le projet de Manuel paragraphe par paragraphe, en tenant compte des propositions d'amendements et de commentaires soumis par écrit en amont de la réunion, ainsi que de ceux formulés oralement pendant la réunion. La représentante de la Türkiye déclare que son gouvernement a émis des réserves quant à l'utilisation du concept de genre dans le texte. Cette réserve n'est pas incluse dans le texte en raison de la nature du Manuel.

18. Sur cette base, le CDDH adopte le Manuel sur les droits humains et l'intelligence artificielle, tel qu'il figure dans l'Addendum 3, et décide de le transmettre au Comité des Ministres pour information. Il conclut que le CDDH-IA a rempli son mandat.

19. Le secrétariat informe le CDDH de son intention de préparer le Manuel en vue de sa publication en ligne dans un format approprié qui faciliterait les renvois entre les différentes sections, afin d'en améliorer l'accessibilité et l'utilité.

POINT 6 : NOTION DE PAYS TIERS SÛR

20. La présidente du Groupe de rédaction sur la notion de pays tiers sûrs (CDDH-PTS), Elīna Luīze VĪTOLA (Lettonie), informe le CDDH des résultats de ses 2^e (23 – 25 septembre 2025) et 3^e (19 – 21 novembre 2025) réunions.

21. Au cours de ces réunions, le Groupe a tenu des échanges de vues avec des experts du Réseau européen des institutions nationales des droits de l'homme (ENNHRI), du Conseil européen pour les réfugiés et les exilés (ECRE) ainsi que des experts universitaires, notamment le Professeur Vincent CHETAIL et le Professeur Dr Daniel THYM. Le Groupe a également entendu des présentations d'une représentante de la Commission européenne sur les récents développements législatifs au niveau de l'Union européenne (UE) concernant le concept de pays tiers sûr.

22. La présidente du CDDH-PTS informe le CDDH que le Groupe a décidé de préparer un projet d'étude sur la nécessité et la faisabilité de la mise à jour de la [Recommandation n° R\(97\)22](#), structuré autour de cinq blocs thématiques. Ceux-ci incluent les évolutions de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et les Lignes directrices de 2009 du Comité des Ministres sur les procédures d'asile accélérées, conformément au mandat du CDDH-PTS, ainsi que trois domaines de réflexion supplémentaires, à savoir les contextes géopolitiques actuels et les différentes situations hybrides, les processus législatifs en cours au niveau de l'UE, et une évaluation de la clarté et de la précision du texte de la Recommandation de 1997.

23. Lors des 2^e et 3^e réunions, le Groupe a tenu des discussions vives et substantielles. Lors de sa troisième réunion, le Groupe a également tenu des échanges et des discussions préliminaires sur des conclusions possibles concernant la nécessité de mettre à jour la Recommandation de 1997. La présidente informe le CDDH des trois résultats possibles de ces travaux : aucune mise à jour de la Recommandation de 1997 ni de son Rapport explicatif, une mise à jour de la Recommandation et de son Rapport explicatif, ou une mise à jour du seul Rapport explicatif de la Recommandation de 1997. Les délégations ont été invitées à soumettre des informations supplémentaires dans un délai de trois semaines à compter de la dernière réunion. Le Groupe poursuivra ses travaux lors de sa prochaine réunion, au cours de laquelle il finalisera le projet d'étude.

24. Le Rapporteur sur l'égalité de genre attire l'attention sur la Recommandation du Comité des Ministres [CM/Rec\(2022\)17](#) sur la protection des droits des femmes et des filles migrantes, réfugiées et demandeuses d'asile, adoptée en 2022, aux fins de prise en compte dans les travaux du CDDH-PTS.

25. Le CDDH prend note de ces informations et se félicite des progrès réalisés par le CDDH-PTS.

POINT 7 : DROITS HUMAINS DANS LES POLITIQUES EN MATIÈRE DE DROGUES

26. La présidente du Comité de rédaction sur les droits humains et les politiques en matière de drogues (DH-PDA), Tonje MEINICH (Norvège), informe le CDDH des résultats de sa première réunion (1^{er} et 2 juillet 2025). Elle rappelle la composition multidisciplinaire du Comité,

dont les travaux s'appuient sur les lignes directrices élaborées par le Groupe Pompidou. Lors de sa prochaine réunion en décembre, le Groupe devrait commencer à examiner le projet de texte de la recommandation. Il devrait également examiner deux questions générales : la recommandation devrait-elle porter uniquement sur les troubles liés à l'usage de drogues ou également sur d'autres addictions ? Devrait-elle couvrir les infractions pénales limitées à la possession et au trafic à petite échelle ou également d'autres infractions commises en relation avec la possession ou l'usage de drogues ? Elle indique que le Comité pourrait demander des orientations supplémentaires au CDDH lors de sa prochaine réunion.

27. Le CDDH prend note de ces informations et se félicite des progrès réalisés par le DH-PDA.

POINT 8 : INTERDICTION DU COMMERCE DE BIENS UTILISÉS POUR LA TORTURE ET LA PEINE DE MORT

28. Le Secrétariat informe le CDDH que les Délégués des Ministres ont pris note du rapport du CDDH sur la mise en œuvre de la Recommandation [CM/Rec\(2021\)2](#) du Comité des Ministres aux États membres sur des mesures contre le commerce de biens utilisés pour la peine de mort, la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (CDDH(2025)R102 Addendum 4REV) et ont adopté des décisions sur le suivi des propositions visant à poursuivre les travaux dans ce domaine.

29. Le Secrétariat informe le CDDH que ces décisions ont été prises en compte dans le mandat révisé du CDDH pour la période 2024 – 2027, sous la forme des livrables suivants : rédiger un rapport sur la révision éventuelle des Annexes 1 et 3 de la Recommandation CM/Rec(2021)2, et sur la possibilité d'introduire une procédure simplifiée de modification de l'Annexe 2 (livrable n° 19 ; échéance : 31 décembre 2026) ; élaborer des Lignes directrices sur les meilleures pratiques à l'intention des fonctionnaires et des acteurs privés dans l'organisation et la participation à des salons professionnels consacrés aux équipements destinés au maintien de l'ordre (livrable n° 20 ; échéance : 31 décembre 2027) ; et rédiger un rapport sur les développements concernant la réglementation au niveau international du commerce des biens utilisés pour la peine de mort, la torture et les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (livrable n° 21 ; échéance : 31 décembre 2027).

30. Le CDDH examine les méthodes de travail pour ces trois nouveaux livrables et convient que le Secrétariat préparera un projet de texte pour les livrables 19 et 20, avec l'aide des organisations de la société civile, ainsi que pour le livrable 21.

31. Le CDDH a également été informé que, depuis sa précédente réunion plénière, Monaco a rejoint l'Alliance pour un commerce sans torture.

POINT 9 : INSTITUTIONS NATIONALES DES DROITS HUMAINS ET INSTITUTIONS DE L'OMBUDMAN

32. Le CDDH a organisé un atelier sur les Institutions de l'Ombudsman et les Institutions nationales des droits humains : Mise en œuvre des recommandations du Comité des Ministres et autres normes internationales. Il remercie tous les intervenants invités qui ont participé à l'atelier. Il prend note que le Secrétariat préparera le compte rendu de l'atelier et que ce compte rendu, ainsi que les résultats du questionnaire adressé aux États membres, et de l'enquête menée auprès d'autres organes du Conseil de l'Europe sur leur coopération avec les INDH et le Réseau européen des INDH, serviraient de base à un projet de rapport du CDDH sur son examen de la mise en œuvre des recommandations du Comité des Ministres CM/Rec(2019)6 et CM/Rec (2021)1, qui sera présenté par le Secrétariat lors de la prochaine réunion plénière.

POINT 10 : LA CEDH DANS L'ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE

33. Le Secrétariat présente le document contenant les listes des réseaux et associations susceptibles d'être concernés par les questions visées dans la Recommandation CM/Rec(2019)5. Le CDDH procède à un échange de vues sur les questions méthodologiques soulevées dans ce document et sur la portée de son futur examen de la mise en œuvre de la recommandation. Il conclut que cet examen devrait se limiter aux universités proposant des cours de droit et aux institutions dispensant une formation professionnelle aux avocats, aux juges, aux procureurs et aux agents des forces de l'ordre. Il décide de recueillir les informations pertinentes au moyen d'un questionnaire adressé aux États membres, qui sera élaboré par le Bureau.

POINT 11 : DROITS HUMAINS ET ENTREPRISES

34. Le CDDH tient des échanges de vues avec le Professeur Andreas KULICK, Maître de Conférence en Droit public international et droit public, Directeur du *Mainz International Adjudication Center (MAIAC)*, Université Johannes Gutenberg de Mayence, et avec le Professeur Andras SAJO, de l'Université Centrale européenne, membre du Meta Oversight Board et ancien juge de la Cour européenne des droits de l'homme. Leurs présentations figurent respectivement aux Annexe V et Annexe VI.

POINT 12 : ACTIVITÉS FUTURES

35. Le CDDH reçoit des informations du Secrétariat concernant la révision de son mandat pour la période 2024-2027 par le Comité des Ministres.

36. Le CDDH adopte le mandat de son groupe de rédaction chargé de préparer une étude sur la protection du droit de vote et d'éligibilité en vertu de la Convention européenne des droits de l'homme, en tenant compte des travaux de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) (CDDH-VOTE) (livrable 17 du mandat du CDDH pour 2024-2027 : date limite fixée au 31 décembre 2027) ; désigne les 10 États membres suivants dont les frais de participation de leurs experts au CDDH-VOTE seront remboursés par le Conseil de l'Europe : Autriche, Bosnie-Herzégovine, Tchéquie, Finlande, France, Grèce, Lettonie, Macédoine du Nord, Roumanie et Espagne ; et il élit Krista OINONEN (Finlande) à la présidence du CDDH-VOTE.

37. En ce qui concerne le nouveau livrable 18 (discuter des implications des conclusions des avis consultatifs de la Cour internationale de justice et de la Cour interaméricaine des droits de l'homme relatifs au changement climatique), le CDDH décide d'inviter des représentants des deux cours et de la Cour européenne des droits de l'homme à sa discussion, qui se tiendra lors de sa prochaine réunion.

POINT 13 : CONSULTATIONS PUBLIQUES

38. Le CDDH examine et apporte certaines modifications au document préparé par le Secrétariat contenant un projet de critères à appliquer par ses organes subordonnés en matière de consultations publiques sur les textes en cours d'élaboration. Il décide de reporter l'examen approfondi du document et de revenir sur ce sujet lors d'une prochaine réunion.

POINT 14 : CHARTE SOCIALE EUROPÉENNE

39. Le CDDH examine et amende le document préparé par le Bureau proposant de futures activités possibles du CDDH en rapport avec le système de la Charte sociale européenne, qui concluait que l'accent pourrait être mis dans un premier temps sur la procédure de réclamation collective. Les membres soulignent la nécessité d'éviter d'empiéter sur le rôle du Comité gouvernemental établi en vertu de la Charte. Le représentant du secrétariat de la Charte sociale européenne a fait remarquer que le rôle du Comité gouvernemental concernait principalement la procédure de rapport plutôt que la procédure de réclamation collective.

40. Le CDDH demande au Secrétariat d'envoyer le document amendé (CDDH(2025)20REV) au Secrétariat de la Charte sociale européenne en vue de la consultation du Comité gouvernemental.

POINT 15 : ÉVALUATION ANNUELLE DES ACTIVITÉS

41. Le CDDH examine et adopte l'évaluation de ses activités en 2025, telle qu'elle figure dans le document CDDH(2025)21_FINAL.

POINT 16 : ACCÈS AUX DOCUMENTS PUBLICS

42. Le Secrétariat informe le CDDH des activités récentes de la Convention du Conseil de l'Europe sur l'accès aux documents publics (STCE n° 205, Convention de Tromsø). La Consultation des Parties tient sa 5^e réunion du 1 au 2 octobre 2025, au cours de laquelle la Consultation adopte les conclusions et recommandations concernant l'Albanie, l'Arménie et la Slovaquie, portant ainsi à quatorze le nombre de Parties évaluées dans le cadre du cycle d'évaluation de référence. La Consultation des Parties pourvoit également une vacance au sein du Groupe d'accès à l'information (AIG), décide d'augmenter la taille de l'AIG de 10 à 12 membres et élit douze membres de l'AIG pour un mandat de quatre ans à compter du 1 avril 2026.

43. Lors de sa 10^e réunion du 3 au 5 novembre 2025, l'AIG approuve son rapport d'évaluation de référence concernant l'Espagne et adopte un avis relatif à la définition des « documents publics » au titre de la Convention, constituant le premier avis interprétatif du Groupe. Dans le cadre de cette réunion, l'AIG coorganise également un atelier avec le Comité Consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (ETS No.108), en collaboration avec le Groupe d'Etats contre la corruption (GRECO). L'atelier examine la relation entre le droit d'accès aux documents officiels et le droit à la vie privée, en se concentrant sur deux thèmes principaux.

44. À la suite de la décision prise par la CDDH lors de sa 102^e réunion, le Secrétariat présente une proposition de débat thématique sur le droit d'accès aux documents officiels, conformément au mandat de la CDDH (CDDH(2025)23). Le CDDH accepte d'organiser le débat thématique tel que proposé, lors de sa prochaine réunion.

POINT 17 : PERSONNALITÉS INVITÉES

45. Le CDDH tient des échanges de vues avec Mathieu MORI, Secrétaire Général du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe. La présentation de M. Mori figure à l'Annexe IV.

POINT 18 : RAPPORTEURS THÉMATIQUES ET REPRÉSENTANTS DANS D'AUTRES COMITÉS

46. Le CDDH reçoit des informations de Milène BLANCHARD (France), sa représentante auprès du Groupe Pompidou, concernant la finalisation des lignes directrices et des documents d'accompagnement par le Groupe conjoint d'experts sur la criminalité organisée relative au trafic de drogue (OC-DT) dudit Groupe.

47. Il reçoit également des informations d'Elias KASTANAS (Grèce), son représentant au Comité directeur pour les droits humains dans le domaine de la biomédecine et de la santé (CDBIO), sur l'atelier intitulé « Neurotechnologies et Droits de l'homme : Avons-nous besoin de nouveaux droits ? », qui s'est tenu le 9 novembre 2025 et auquel il a participé avec la présidente du CDDH. Le CDDH prend note du souhait du CDBIO de le voir associé à tout travail ultérieur sur cette question.

POINT 19 : ÉGALITÉ DE GENRE

48. La CDDH reçoit des informations de Philippe WERY (Belgique), son rapporteur pour l'égalité de genre, sur l'intégration de la dimension de l'égalité de genre dans les travaux de ses organes subordonnés et sur les travaux récents du Comité pour l'égalité de genre.

POINT 20 : ÉLECTIONS

49. Le CDDH élit Tonje MEINICH (Norvège) et Nicola WENZEL (Allemagne), respectivement en qualité de présidente et de vice-présidente. Il réélit deux membres du Bureau (Elias KASTANAS (Grèce) et Tim KOLK (Estonie) et élit deux nouveaux membres du Bureau (Babette KOOPMAN (Pays-Bas) et Pawel WIERDAK (Pologne). La liste complète de la composition du Bureau du CDDH et des présidences de ses instances subordonnées figure à l'Annexe VIII.

POINT 21 : CONVENTIONS

50. Le CDDH prend note des informations fournies par le Secrétariat sur les signatures et ratifications récentes des conventions du Conseil de l'Europe sous la responsabilité du CDDH et des récents développements concernant des dérogations et réservations à la Convention européenne des droits de l'homme.

51. Le Secrétariat rappelle que le mandat du CDDH lui demande « de procéder à intervalles réguliers, dans les limites des ressources disponibles et en tenant compte de ses priorités, à un examen de certaines ou de toutes les conventions placées sous sa responsabilité, en coopération, le cas échéant, avec les organes conventionnels pertinents, et de faire rapport au Comité des Ministres ». Le CDDH note que cela pourrait constituer la base d'éventuelles activités futures visant à soutenir le fonctionnement de certaines conventions.

POINT 22 : PUBLICATIONS

50. Le CDDH note la publication des Actes de l'Atelier sur la facilitation de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2012)2 du Comité des Ministres sur des mesures contre le commerce de biens utilisés pour la peine de mort, la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Strasbourg, 27 novembre 2024) ainsi que la traduction en polonais de la Boîte à outils pour l'évaluation de l'impact sur les droits humains des mesures prises par l'État en situation de crise. Il encourage ses membres à informer le Secrétariat de la publication, dans des langues autres que l'anglais ou le français, de textes élaborés par le CDDH, notamment les instruments non contraignants du Comité des Ministres qui doivent être traduits dans les langues officielles nationales.

POINT 23 : CALENDRIER

51. Le CDDH adopte son calendrier de réunions pour le premier semestre 2026 et prend note d'une proposition de calendrier de réunions pour le second semestre 2026, tels qu'ils figurent à l'Annexe IX.

POINT 20 : QUESTIONS DIVERSES

55. Aucune.

POINT 21 : ADOPTION DU RAPPORT ABRÉGÉ

52. Le CDDH adopte le rapport abrégé de la présente réunion.

* * *

Annexe I

Ordre du jour

1: OPENING OF THE MEETING, ADOPTION OF THE AGENDA AND ORDER OF BUSINESS	1 : OUVERTURE DE LA RÉUNION, ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DE L'ORDRE DES TRAVAUX
CDDH(2025)R102 – Report of the 102nd meeting CDDH-BU(2025)R114 – Report of the 114th meeting of the Bureau	CDDH(2025)R102 – Rapport de la 102 ^e réunion CDDH-BU(2025)R114 – Rapport de la 114 ^e réunion du Bureau
2: RECOMMENDATIONS OF THE PARLIAMENTARY ASSEMBLY & THE CONGRESS	2 : RECOMMANDATIONS DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE & DU CONGRÈS
CDDH(2025)12 – Draft CDDH comments on PACE Recommendation 2300 (2025) – Artificial intelligence and migration	CDDH(2025)12 – Projet de commentaires du CDDH sur la Recommandation 2300 (2025) de l'Assemblée parlementaire – L'intelligence artificielle et la migration
3: SYSTEM OF THE EUROPEAN CONVENTION ON HUMAN RIGHTS	3 : SYSTÈME DE LA CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME
3.1. Committee of Experts on the system of the European Convention on Human Rights (DH-SYSC)	3.1 Comité d'experts sur le système de la Convention européenne des droits de l'homme (DH-SYSC)
CDDH(2025)R102 Addendum 2 – CDDH Report on the first effects of Protocol No. 15 to the European Convention on Human Rights CDDH(2025)R102 Addendum 3 – CDDH Report on the first effects of Protocol No. 16 to the European Convention on Human Rights CDDH(2025)15 –Decisions of the Ministers' Deputies further to the 102nd CDDH meeting	CDDH(2025)R102 Addendum 2 – Rapport du CDDH évaluant les premiers effets du Protocole 15 à la Convention européenne des droits de l'homme CDDH(2025)R102 Addendum 3 – Rapport du CDDH évaluant les premiers effets du Protocole 16 à la Convention européenne des droits de l'homme CDDH(2025)15 – Décisions des Délégués des Ministres suite à la 102 ^e réunion du CDDH
3.1.1. The use of new technologies by the European Court of Human Rights/ new tendencies in litigation before the European Court of Human Rights	3.1.1. L'utilisation de nouvelles technologies par la Cour européenne des droits de l'homme / nouvelles tendances en matière de litiges devant la Cour européenne des droits de l'homme
CDDH terms of reference 2024 – 2027 CDDH(2025)16 – Draft terms of reference of the Drafting Group on the use of new technologies by the European Court of Human Rights and new tendencies in litigation before the European Court of Human Rights (CDDH-TE)	Mandat du CDDH pour 2024 – 2027 CDDH(2025)16 – Projet de mandat pour le Groupe de rédaction sur l'utilisation de nouvelles technologies par la Cour européenne des droits de l'homme et nouvelles tendances en matière de litiges devant la Cour européenne des droits de l'homme (CDDH-TE)
3.2 CDDH ad hoc negotiation group ("46+1") on EU accession to the ECHR	3.2 Groupe de négociation ad hoc du CDDH (« 46+1 ») sur l'adhésion de l'UE à la CEDH
CDDH(2023)R EXTRA ADDENDUM	CDDH(2023)R EXTRA ADDENDUM
4: ERADICATION OF IMPUNITY FOR SERIOUS HUMAN RIGHTS VIOLATIONS	4 : ÉLIMINATION DE L'IMPUNITÉ POUR LES VIOLATIONS GRAVES DES DROITS HUMAINS
CDDH-ELI(2025)R5 Rev. – Report of the 5th meeting CDDH-ELI(2025)R5 Addendum – [DRAFT] Study on the need for and feasibility of (an) additional non-binding instrument(s) to complement the 2011 Committee of Ministers' Guidelines on eradicating impunity for serious human rights violations	CDDH-ELI(2025)R5 Rev. – Rapport de la 5 ^e réunion CDDH-ELI(2025)R5 Addendum – [PROJET d'] Étude sur la nécessité et la faisabilité d'un instrument(s) additionnel(s) non contraignant(s) pour compléter les Lignes directrices du Comité des Ministres de 2011 sur l'élimination de l'impunité pour les violations graves des droits de l'homme
5: ARTIFICIAL INTELLIGENCE	5: INTELLIGENCE ARTIFICIELLE
CDDH-IA(2025)R5 Rev. – Report of the 5th meeting	CDDH-IA(2025)R5 Rev. – Rapport de la 5 ^e réunion

CDDH-IA(2025)R5 Addendum – [DRAFT] Manual on Human Rights and Artificial Intelligence CDDH-IA(2025)18 – Compilation of comments received on CDDH-IA(2025)R5 Addendum	CDDH-IA(2025)R5 Addendum – [PROJET de] Manuel sur les droits humains et l'intelligence artificielle CDDH-IA(2025)18 – Compilation de commentaires reçus sur CDDH-IA(2025)R5 Addendum
6. SAFE THIRD COUNTRY CONCEPT	6. NOTION DE PAYS TIERS SÛR
CDDH-PTS(2025)R2 – Report of the 2nd meeting CDDH-PTS(2025)R3 – Report of the 3rd meeting	CDDH-PTS(2025)R2 – Rapport de la 2 ^e réunion CDDH-PTS(2025)R3 – Rapport de la 3 ^e réunion
7: HUMAN RIGHTS AND DRUG POLICIES	7 : DROITS HUMAINS DANS LES POLITIQUES EN MATIÈRE DE DROGUES
DH-PDA(2025)R1 – Report of the 1 st meeting	DH-PDA(2025)R1 – Rapport de la 1 ^e réunion
8. PROHIBITION OF THE TRADE IN GOODS USED FOR TORTURE AND THE DEATH PENALTY	8. INTERDICTION DU COMMERCE DE BIENS UTILISÉS POUR LA TORTURE ET LA PEINE DE MORT
CDDH(2025)R102 Addendum 4 REV – CDDH Report on the implementation of Recommendation CM/Rec(2021)2 on measures against the trade in goods used for the death penalty, torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment CDDH(2025)15 – Decisions of the Ministers' Deputies further to the 102nd CDDH meeting CDDH(2025)25 – Revised terms of reference for the CDDH for 2026-2027	CDDH(2025)R102 Addendum 4 REV – Rapport du CDDH sur la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2021)2 sur des mesures contre le commerce de biens utilisés pour la peine de mort, la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants CDDH(2025)15 – Décisions des Délégués des Ministres suite à la 102 ^e réunion du CDDH CDDH(2025)25 – Mandat révisé du CDDH pour 2026-2027
9: NATIONAL HUMAN RIGHTS INSTITUTIONS & OMBUDSPERSON INSTITUTIONS	9: INSTITUTIONS NATIONALES DES DROITS HUMAINS & INSTITUTIONS DE L'OMBUDSMAN
CDDH(2025)22 – Draft programme of the Workshop CDDH(2025)10 – Questionnaire on implementation of CM recommendations CDDH(2025)11 – Compilation of the replies to the questionnaire CDDH(2025)24 – Compilation of replies to the internal survey	CDDH(2025)22 – Projet de programme de l'Atelier CDDH(2025)10 – Questionnaire sur la mise en œuvre des recommandations CDDH(2025)11 – Compilation des réponses au questionnaire CDDH(2025)24 – Compilation des réponses au questionnaire interne (<i>disponible en anglais uniquement</i>)
10: ECHR IN UNIVERSITY EDUCATION & PROFESSIONAL TRAINING	10: LA CEDH DANS L'ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE
Recommendation CM/Rec(2019)5 of the Committee of Ministers to member States on the system of the European Convention on Human Rights in university education and professional training CDDH(2025)18 – List of possible networks and associations relevant to issues under Recommendation CM/Rec(2019)5	Recommandation CM/Rec(2019)5 du Comité des Ministres aux États membres sur le système de la Convention européenne des droits de l'homme dans l'enseignement universitaire et la formation professionnelle CDDH(2025)18 – Liste d'éventuels réseaux et associations à établir conformément à la Recommandation CM/Rec(2019)5
11: HUMAN RIGHTS AND BUSINESS	11 : DROITS HUMAINS ET ENTREPRISES
12: FUTURE ACTIVITIES	12 : ACTIVITÉS FUTURES
Revised terms of reference for the CDDH for 2026 – 2027 Recommendation CM/Rec(2014)2 on the promotion of human rights of older persons	Mandat révisé du CDDH pour 2026 – 2027 Recommandation CM/Rec(2014)2 du Comité des Ministres sur la promotion des droits de l'homme des personnes âgées

CDDH(2025)19 – Draft terms of reference of the Drafting Group on the right to vote and to stand for election under the European Convention on Human Rights (CDDH-VOTE)	CDDH(2025)19 – Mandat du Groupe de rédaction sur le droit de vote et de se porter candidat aux élections par la Convention européenne des droits de l'homme (CDDH-VOTE)
13: PUBLIC CONSULTATIONS	13 : CONSULTATIONS PUBLIQUES
CDDH(2025)17 – [Draft] criteria to be applied by CDDH subordinate bodies in relation to public consultations on texts under preparation	CDDH(2025)17 – [Projet de] critères à appliquer par les instances subordonnées au CDDH concernant les consultations publiques sur des textes en cours de préparation
14: EUROPEAN SOCIAL CHARTER	14 : CHARTE SOCIALE EUROPÉENNE
CDDH(2025)20 – Possible future CDDH activities related to the system of the European Social Charter	CDDH(2025)20 – Éventuelles activités futures du CDDH liées au système de la Charte sociale européenne
15: ANNUAL EVALUATION OF ACTIVITIES	15 : ÉVALUATION ANNUELLE DES ACTIVITÉS
CDDH(2025)21 – Draft evaluation of CDDH activities in 2025	CDDH(2025)21 – Projet d'évaluation des activités du CDDH en 2025
16: ACCESS TO OFFICIAL DOCUMENTS	16 : ACCÈS AUX DOCUMENTS PUBLICS
COP(2025)R5 – Report of the 5th meeting AIG(2025)R10 – Report of the 10th meeting of the Access Info Group AIG(2025)LD10 – Decisions adopted at the 10th meeting of the Access Info Group CDDH(2025)23 – Thematic debate on the right of access to official documents – Draft proposal	COP(2025)R5 – Rapport de la 5 ^e réunion AIG(2025)R10 – Rapport de la 10^e réunion du Groupe AIG AIG(2025)LD10 – Décisions adoptées lors de la 10 ^e réunion CDDH(2025)23 – Débat thématique sur le droit d'accès aux documents publics – Projet de proposition
17: INVITED PERSONALITIES	17 : PERSONNALITÉS INVITÉES
18: THEMATIC RAPPORTEURS & REPRESENTATIVES TO OTHER COMMITTEES	18 : RAPPORTEURS THÉMATIQUES ET REPRÉSENTANTS DANS D'AUTRES COMITÉS
19: GENDER EQUALITY	19 : ÉGALITÉ DE GENRE
CDDH(2025)13 – The gender equality dimension in the work of the CDDH and its subordinate bodies CDDH(2020)13 – Thematic Form on Gender Equality	CDDH(2025)13 – La dimension d'égalité de genre dans les travaux du CDDH et de ses instances subordonnées CDDH(2020)13 – Fiche thématique sur l'égalité de genre
20: ELECTIONS	20 : ÉLECTIONS
21: CONVENTIONS	21 : CONVENTIONS
CDDH(2025)14 – State of signatures and ratifications of certain treaties under the responsibility of the CDDH	CDDH(2025)14 – État des signatures et ratifications de certains traités sous la responsabilité du CDDH
22: PUBLICATIONS	22 : PUBLICATIONS
CDDH Report on the implementation of Committee of Ministers Recommendation CM/Rec(2021)2 on measures against the trade in goods used for the death penalty, torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment Proceedings of the Conference of the System of the European Convention on Human Rights: Responding to new trends and challenges	Rapport du CDDH sur la mise en œuvre de la Recommandation du Comité des Ministres CM/Rec(2021)2 sur des mesures contre le commerce de biens utilisés pour la peine de mort, la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Actes de la Conférence sur le Système de la Convention européenne des droits de l'homme : répondre aux nouvelles tendances et aux nouveaux défis

Polish version of the Toolkit for human rights impact assessment of the measures taken by the State in situation of crisis CDDH Publications' website	Version polonaise de Boîte à outils pour l'évaluation de l'impact sur les droits humains des mesures prises par l'État en situations de crise Site internet des publications du CDDH
23: CALENDAR	23 : CALENDRIER
24: OTHER BUSINESS	24 : QUESTIONS DIVERSES
25: ADOPTION OF THE ABRIDGED REPORT	25 : ADOPTION DU RAPPORT ABRÉGÉ

Annexe II**Liste des participants****MEMBERS / MEMBRES**

ALBANIA / ALBANIE	Brunilda KOÇO Deputy Permanent Representative of Albania to the Council of Europe
ANDORRA / ANDORRE	Carlos PUENTE GALINDO Third Secretary, Department of International Legal Affairs and Human Resources, Ministry of Foreign Affairs
ARMENIA / ARMÉNIE	Roza ARAKELYAN Legal Adviser of the Department of International Treaties and Law of the Ministry of Foreign Affairs Nelly SAROYAN Head of Department International Treaties and Law, Ministry of Foreign Affairs
AUSTRIA / AUTRICHE	Brigitte OHMS Deputy Government Agent, Division for European and International Law, Human Rights Protection (dpt. V 7), Federal Chancellery
AZERBAIJAN / AZERBAIDJAN	Ziya FATALIYEV Deputy Permanent Representative, Permanent Representation to the Council of Europe
BELGIUM / BELGIQUE	Philippe WERY Chef du Service des droits de l'homme, SPF Justice, Service des Droits de l'Homme
BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE	Monika MIJIC Acting Agent of the Council of Ministers, of Bosnia and Herzegovina before European Court of Human Rights
BULGARIA / BULGARIE	APOLOGISED
CROATIA / CROATIE	Fran Krsto OČIĆ Senior Adviser to the Representative, Office of the Representative of the Republic of Croatia before the European Court of Human Rights
CYPRUS / CHYPRE	John HUNTER Deputy Permanent Representative, Permanent Representation of Cyprus to the Council of Europe Eleni JOSEPHIDES Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Cyprus to the Council of Europe
CZECHIA / TCHÉQUIE	Petr KONŮPKA Deputy Agent of the Government for the representation before the European Court of Human Rights, Ministry of Justice

DENMARK / DANEMARK	Clara KRUSE SCHLEEF Ministry of Justice Nicolaj A. HEJBERG PETERSEN Ambassador for Conventions Thomas V. LYTKEN LARSEN Head of Secretariat
ESTONIA / ESTONIE	Tim KOLK Agent du gouvernement estonien auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, ministère des Affaires étrangères
FINLAND / FINLANDE	Krista OINONEN Government Agent before the ECtHR, Director, Unit for Human Rights Courts and Conventions, Ministry for Foreign Affairs
FRANCE	Milène BLANCHARD Sous-directrice des droits de l'Homme, Direction des affaires juridiques, ministère de l'Europe et des affaires étrangères
GEORGIA / GÉORGIE	APOLOGISED
GERMANY / ALLEMAGNE	Nicola WENZEL LL.M., Head of Unit IV C 1 (Human Rights), Government Agent before the European Court of Human Rights, Federal Ministry of Justice Hans-Jörg BEHRENS LL.M., Head of Unit IV C 1 (Human Rights), Government Agent before the European Court of Human Rights, Federal Ministry of Justice
GREECE / GRÈCE	Elias KASTANAS Senior Legal Counselor, Legal Department, Public International Law Section, Hellenic Ministry of Foreign Affairs Spyridon Heracles AKTYPIS, PhD Deputy to the Permanent Representative Permanent Representation of Greece
HUNGARY / HONGRIE	Zoltan TALLODI Government Agent before the ECtHR, Ministry of Justice, Department of International Criminal Law and Office of the Agent before ECHR
ICELAND / ISLANDE	Ingunn MARKÚSDÓTTIR Lawyer, Ministry of Justice
IRELAND / IRLANDE	Darina FLYNN Assistant Legal Adviser, Legal Division, Department of Foreign Affairs and Trade
ITALY / ITALIE	Benedetto GIUNTINI Chef du Bureau politique relatif au Conseil de l'Europe du ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale

LATVIA / LETTONIE	Elīna Luīze VĪTOLA Government Agent of Latvia before International Human Rights Institutions, Ministry of Foreign Affairs
LIECHTENSTEIN	APOLOGISED
LITHUANIA / LITUANIE	Ričard DZIKOVIČ Government agent before ECtHR, Head of Legal Representation, Ministry of Justice
LUXEMBOURG	Anne GOSSET Responsable du service droits humains – Ministère de la Justice
MALTA / MALTE	APOLOGISED
REPUBLIC OF MOLDOVA / RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	Andrei BRICEAC Government Agent, Ministry of Justice
MONACO	Raphaël SIMIAN Adjoint au Directeur des Affaires juridiques, Agent du Gouvernement auprès de la CEDH
MONTENEGRO / MONTÉNÉGRO	APOLOGISED
NETHERLANDS / PAYS-BAS	Babette KOOPMAN Government Agent before the European Court of Human Rights, Ministry of Foreign Affairs
NORTH MACEDONIA / MACÉDOINE DU NORD	Elena BODEVA Head of Unit - Directorate for Multilateral Relations, Ministry of Foreign Affairs
NORWAY / NORVÈGE	Tonje MEINICH Deputy Director General, Legislation Department, Ministry of Justice and Public Security
POLAND / POLOGNE	Paweł WIERDAK Agent of the Government of Poland before the ECtHR, Deputy Director, Legal and Treaty Department, Ministry of Foreign Affairs
PORTUGAL	Helena LEITÃO Procureure générale adjointe, Agente du Gouvernement du Portugal auprès de la Cour
ROMANIA / ROUMANIE	Adriana-Mihaela BĂRBIERU Co-agent before the European Court of Human Rights, Deputy to the Permanent Representative
SAN MARINO / SAINT MARIN	Ilaria SALICIONI Ministre Plénipotentiaire, Département du ministère des Affaires Etrangères
SERBIA / SERBIE	Zorana JADRIJEVIĆ MLADAR State Attorney Deputy Government Agent of the Republic of Serbia before the ECHR, The State Attorney's Office, The Agency Department before the European Court of Human Rights

SLOVAK REPUBLIC / RÉPUBLIQUE SLOVAQUE	Miroslava BÁLINTOVÁ Government Agent before the ECHR, Ministry of Justice
SLOVENIA / SLOVÉNIE	Matija VIDMAR Adjoint à la Représentante Permanente, Représentation permanente de la Slovénie auprès du Conseil de l'Europe
SPAIN / ESPAGNE	Francisco SANZ Agent du Gouvernement auprès de la CEDH, Service juridique des Droits de l'Homme, ministère de la Présidence, Justice et relations avec le Parlement Alfonso BREZMES Agent before the ECtHR, Head of the Human Rights Area of the Constitutional Law & Human Rights Department, Ministry of Justice
SWEDEN / SUÈDE	Fredrik BERGIUS Deputy Director, Department for International Law, Human Rights and Treaty Law, Ministry of Foreign Affairs Ivar MELLGREN Desk Officer, Department for International Law and Human Rights, Ministry for Foreign Affairs
SWITZERLAND / SUISSE	Xavier-Baptiste RUEDIN Agent du Gouvernement auprès de la CEDH, Département fédéral de justice et police DFJP, Office fédéral de la justice OFJ Représentation de la Suisse devant la Cour européenne des droits de l'homme
TÜRKIYE	Yasin BULUT Deputy Head of Department of Human Rights, Ministry of Justice Vedia SİRMEN Adjoint au Représentant Permanent, Représentation Permanente de Türkiye auprès du Conseil de l'Europe Ayşen EMÜLER Experte Juridique, ministère des Affaires Etrangères, Représentation Permanente de Türkiye auprès du Conseil de l'Europe
UKRAINE	Oleksii YAKUBENKO Head of the Unit of the Department for Representation of the Government in Inter-State Cases of the Office of the Agent of Ukraine before the European Court of Human Rights, Ministry of Justice
UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI	Ahila SORNARAJAH Legal Counsellor, Foreign, Commonwealth and Development Office Vyaj LOVEJOY Lawyer, agent Jonny MANNING ECHR and COE support officer

INVITEES**Matthieu MORI**

Secretary General of the Congress of local and regional authorities / *Secrétaire général du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux*

Professor Andreas KULICK

Chair of Public International Law and Public Law, Director of the Mainz International Adjudication Center (MAIAC), Johannes Gutenberg University Mainz

Professor Andras SAJO (online)

Central European University

WORKSHOP ON OMBUDSPERSON INSTITUTIONS AND NATIONAL HUMAN RIGHTS INSTITUTIONS: IMPLEMENTATION OF COMMITTEE OF MINISTERS RECOMMENDATIONS AND OTHER INTERNATIONAL STANDARDS

Clare OVEY

Director of Human Rights / *Directrice des droits humains*, Council of Europe / *Conseil de l'Europe*

Michael O'FLAHERTY

Council of Europe Commissioner for Human Rights / *Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe*

Marta HIRSH-ZIEMBINSKA

Office of the European Ombudsman / *Bureau de l'Ombudsman européen*
Strasbourg

Delphine FREYMANN

Deputy Secretary, European Commission for Democracy through Law (Venice Commission) / *Secrétaire adjointe, Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise)*

Beate RUDOLF

German Institute for Human Rights, Member of the Board of the European Network of National Human Rights Institutions (ENNHRI) / *Institut allemand des droits humains, Membre du Bureau du Réseau européen des Institutions nationales des droits de l'Homme (ENNHRI)*

Tamar GVARAMADZE

First Deputy Public Defender of Georgia, Global Alliance of National Human Rights Institutions (GANHRI) / *Première Adjointe au Défenseur public de Géorgie, Alliance mondiale des Institutions nationales des droits de l'Homme (GANHRI)*

Vladlen STEFANOV

Chief, National Institutions and Regional Mechanisms Section, Global Operations Division, Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR) / *Chef de la Section des institutions nationales et des mécanismes régionaux, Division des opérations mondiales, Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR)*

PARTICIPANTS

HOLY SEE / SAINT-SIÈGE	Christine JEANGÉY Officiel, Chargée des Droits de l'Homme et du Droit Humanitaire, Dicastère pour le service du développement humain intégral
EUROPEAN UNION / UNION EUROPÉENNE	Felix RONKES AGERBEEK (en ligne) Member of the Legal Service, European Commission
CONFERENCE OF INGOs OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONFÉRENCE DES ONG DU CONSEIL DE L'EUROPE	Simon MATTHIJSEN Standing Committee conference of INGOs at the Council of Europe, Secretary, Treasurer of Right to Die Europe (RTDE), a coalition of national NGOs advocating a right to self-determination in end-of-life choices based on good information & caring support
STEERING COMMITTEE ON ANTI-DISCRIMINATION, DIVERSITY AND INCLUSION / COMITÉ DIRECTEUR SUR L'ANTI-DISCRIMINATION, LA DIVERSITÉ ET L'INCLUSION (CDADI)	Wolfram BECHTE Secretary of CDADI / <i>Secrétaire du CDADI</i>
SOCIAL RIGHTS - COLLECTIVE COMPLAINTS / DROITS SOCIAUX - RÉCLAMATION COLLECTIVES	Gioia SCAPPUCCI Head of Division / <i>Cheffe de Division</i>
DIGITAL DEVELOPMENT / DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE	Ana TOKHADZE

OBSERVERS / OBSERVATEURS

EUROPEAN NETWORK OF NATIONAL HUMAN RIGHTS INSTITUTIONS / LE RÉSEAU EUROPÉEN DES INSTITUTIONS NATIONALES DES DROITS DE L'HOMME (ENNHRI)	Debbie KOHNER Secretary General Sophie HALE Human Rights Officer
AMNESTY INTERNATIONAL	Rita PATRICIO Senior Executive Officer for the Council of Europe, Amnesty International

SECRETARIAT / SECRÉTARIAT

Directorate General Human Rights and Rule of Law / Direction générale Droits humains et État de droit (DG I)	
	Gianluca ESPOSITO Director General / <i>Directeur général</i>
	Daniele CANGEMI Head of the Human Rights, Justice and Legal Co-operation Standard-settings activities Department / <i>Chef du Service des</i>

	<i>activités normatives en matière de droits humains, justice et coopération juridique</i>
Human Rights Intergovernmental Cooperation Division / Division de la coopération intergouvernementale en matière de droits humains	
	David MILNER Head of Division, Secretary of the CDDH / <i>Chef de Division, Secrétaire du CDDH</i>
	Elvana THACI Head of the Tromsø Convention Unit, Secretary of the Committee of experts on the System of the European Convention on Human Rights / <i>Chef de l'Unité Convention de Tromsø, Secrétaire du Comité d'experts sur le système de la Convention européenne des droits de l'homme (DH-SYSC)</i>
	Vera MANUELLO Administrator / Administratrice, Secretary of the Drafting Group on the eradication of impunity for serious human rights violations / <i>Secrétaire du Groupe de rédaction sur l'élimination de l'impunité pour les violations graves des droits humains (CDDH-ELI)</i>
	Eilish BRENNAN Assistant Lawyer / Juriste assistante
	Corinne GAVRILOVIC Administrative assistant / <i>Assistante administrative</i>
	Céline DEWAELE Assistant / <i>Assistante</i>

INTERPRETERS / INTERPRÈTES

CHENETIER Chloe
DEBURLET-SUTER Lucie
DEVICTOR Gregoire

Annexe III**Programme de l'Atelier**

« Institutions des l'Ombudsman et les Institutions nationales des droits humains : mise en œuvre des recommandations du Comité des Ministres et d'autres normes internationales »

09:30 – 09:45 Opening of the workshop / Ouverture de l'atelier

- **Krista OINONEN**
Chairperson of the Steering Committee for Human Rights (CDDH) / *Présidente du Comité directeur pour les droits humains (CDDH)*
- **Clare OVEY**
Director of Human Rights, Council of Europe / *Directrice des droits humains, Conseil de l'Europe*

09:45 – 10:05 Keynote speech / Discours liminaire

- **Michael O'FLAHERTY**
Council of Europe Commissioner for Human Rights / *Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe*

10:05 – 11:00 Session I – Ombudsperson institutions / Les institutions de l'Ombudsman

- **Marta HIRSCH-ZIEMBINSKA**
Office of the European Ombudsman / *Bureau du Médiateur européen*
- **Delphine FREYMANN**, Deputy Secretary, European Commission for Democracy through Law (Venice Commission) / *Secrétaire adjointe, Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise)*

Discussion

**** 11:00 – 11:15 | Coffee break / Pause-café ****

11:15 – 12:20 Session II – National Human Rights Institutions / Institutions nationales des droits humains

- **Beate RUDOLF**
German Institute for Human Rights, Member of the Board of the European Network of National Human Rights Institutions (ENNHRI) / *Institut allemand des droits humains, Membre du Bureau du Réseau européen des Institutions nationales des droits de l'Homme (ENNHRI)*
- **Tamar GVARAMADZE**
First Deputy Public Defender of Georgia, Global Alliance of National Human Rights Institutions (GANHRI) / *Première Adjointe au Défenseur public de Géorgie, Alliance mondiale des Institutions nationales des droits de l'Homme (GANHRI)*

- **Vladlen STEFANOV**

Chief, National Institutions and Regional Mechanisms Section, Global Operations Division, Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR) / *Chef de la Section des institutions nationales et des mécanismes régionaux, Division des opérations mondiales, Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR)*

Discussion

12:20 – 12:30 Conclusions

- **Krista OINONEN**

Chairperson of the Steering Committee for Human Rights (CDDH) / *Présidente du Comité directeur pour les droits humains (CDDH)*

Annexe IV**Présentation de Mathieu MORI**

Secrétaire général du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux
(*en anglais uniquement*)

Madam President,

Dear Participants,

A few words about the Congress:

- one of the 2 political assemblies of the CoE
- representing Local and Regional Authorities
- producing recommendations to the Member States
- monitoring local democracy with the European Charter of Local Self-Government
- Observing local and regional elections
- Disseminating the standards of the CoE at local level

Maybe historically more seen as being active on the CoE pillar on democracy / rule of law (especially on the issue of corruption)

Lately we have been keen to develop our work on human rights.

Why?

First because, like national government, regional and local governments are duty-bearers, they are responsible for implementing the human and fundamental rights obligations of states. These obligations bind all forms of local governments in urban or rural areas, irrespective of their size.

Secondly because of their responsibilities:

1. They deliver essential public services

Local authorities manage housing, water, sanitation, education support services, local health programs, and public safety. These services directly relate to human rights such as:

- the right to housing
- the right to water and sanitation
- the right to education
- the right to health

If local governments fail to provide or manage these services equitably, rights are undermined.

2. They enforce local regulations that affect rights

Local authorities set policies on:

- zoning
- policing at the community level
- land use
- business regulation
- access to public spaces

These decisions can either protect or restrict rights (e.g., freedom of assembly, non-discrimination, environmental rights).

3. They provide accessible accountability mechanisms

Because they are close to citizens, local authorities:

- are easier for people to contact
- can respond more quickly to local complaints
- allow for more direct participation in decision-making (e.g., town meetings, community councils)

This proximity strengthens democratic participation and transparency.

4. They serve marginalized groups directly

Local governments often know the needs of vulnerable groups better than national governments and can tailor solutions—such as inclusive urban planning, local anti-discrimination programs, or targeted social assistance.

CEB and homelessness

5. They play a preventive role

Through effective services, inclusive policies, and community engagement, local authorities can prevent human rights violations caused by poverty, discrimination, unsafe communities, or lack of access to basic needs.

GRETA on human trafficking / GREVIO on violence against women

To conclude: No international or national human rights strategy can succeed without local cooperation.

With this in mind, we have set up a human rights unit within the Congress and we recently adopted a human rights strategy with three objectives:

Objective 1: Integrating and mainstreaming human rights in all Congress work –

Objective 2: Promoting a culture of human rights at the local and regional levels –

Objective 3: And facilitating greater cooperation and political dialogue between local, regional, national and international authorities.

On the first objective of mainstreaming human rights in all Congress work, we have appointed standing rapporteurs on human rights in each of our committees to make sure that every aspect of the work of the committees has a HR dimension.

For example: our monitoring committee has produced a report on foreign interference and its impact on election processes and freedom of expression.

And is now working on a report on the right to free elections at local and regional levels.

Why this work? Because we receive a growing number of complaint letters of citizens / human rights organizations / politicians themselves who believe that the citizens have been deprived of their rights to free and fair elections.

They point out that they cannot bring complaints before the European Court of Human Rights for violations of the right to free elections, since Article 3 of Protocol No. 1 applies only to parliamentary elections.

However, the right to free elections should apply to all levels—presidential, parliamentary, regional and local. At present, the Convention limits this protection to a single level of governance (parliamentary, and possibly presidential where the president has legislative powers).

Our report will therefore recommend that the Committee of Ministers invites your Committee to explore how to extend the Convention protection of the right to free elections to all levels of governance, in order to better safeguard our democracies.

One of our other committees, the governance committee approved this year a strategic approach to supporting the recovery and reconstruction of Ukraine at the local and regional levels, with full respect for human rights standards and this Committee is also due to examine reports on contested memories and coastal erosion –Both of which have clear human rights considerations that will be addressed.

The Social Inclusion committee adopted reports on combatting human trafficking for the purposes of labour exploitation and on social housing innovation—And next month the committee will consider reports on strengthening the capacities of local and regional authorities in the use of artificial intelligence and a comparative study of local and regional social rights.

This is intended as a contribution to the high-level conference on the European Social Charter in the Republic of Moldova next March – Where the Congress will organise a side-event in cooperation with the Parliamentary Assembly –

And which might be a steppingstone to a future report on the state of social rights at the local and regional level, which we have already discussed with the Department of Social Rights.

Resolutions attached to these reports guide local and regional authorities of course – and this contributes to our second objective, promoting a culture of human rights at local level.

To do that we also publish regularly Human Rights handbooks the latest one published being on the role of local authorities to ensure freedom of expression and freedom of peaceful assembly and association.

Given the public we have, very busy politicians or civil servants who are not experts on human rights we are now also working with a company at developing “Serious games” which are interactive digital applications designed specifically for high level – little time profiles on the duties of LRA when it comes to human rights and the provisions of the European convention of human rights.

And we hope to roll it out next year, so that elected officials can gain an easier, but deeper understanding of what they can do to ensure that the services they provide uphold people’s essential rights.

Lastly, our third objective – dialogue between authorities at all levels.

Here, our cooperation programmes are important.

Within the Congress we have the Centre of Expertise for Multilevel governance which helps local communities in our member states to ensure good democratic governance, grounded in respect for human rights. The centre implements approximately 20 projects in 15 CoE MS.

A case in point is Ukraine.

The Congress has made in 2025 an assessment of human rights delivery in Ukraine which made clear that LRA are at the frontline of protecting people most affected by war : IDPs, veterans, refugees... There is a need for a human rights-based approach, involving every level of government, and reflecting the realities of war.

The assessment flagged both the capacity and the resource gaps at local level when it comes to mapping and addressing the human rights vulnerabilities of various groups in Ukraine.

And we are working hand in hand with the Ukrainian authorities to address these issues.

Another example of good example of multilevel dialogue is the work we do on the execution of judgments.

A number of condemnations by the ECHR are down to the actions of local authorities. We are working hand in hand with the department for the execution of judgments at identifying cases where having a political dialogue at local level could be helpful in implementing judgments (cf DG1 Thematic Factsheet of the department for the execution of judgments on LRA).

Dear colleagues,

These points are far from exhaustive, but I hope that they have given you an indication of how far we have come, and our ambitions to go further still.

In doing so, we will look to work with you and with all relevant parts of this house, as well as external actors.

I believe that there is much more that we can achieve together.

I would welcome any questions.

Annexe V**Présentation du Professeur Andreas KULICK**

Maître de Conférence en droit public international et droit public
 Université de Mayence
 (en anglais uniquement)

I. Introduction

Corporations are everywhere. What is a truism in our daily lives – from social media to car-manufacturing, to any sort of financial product – is no less true for international law. For a standard account of international law this statement seems misplaced. The law of sources places law-making capacity on the international realm firmly into the hands of states and, to a lesser degree, international organizations. Private actors are supposed to play no role here.

Yet, examples of corporations shaping international law are myriad: Companies like Blue Origin and SpaceX pushing for an interpretation of Article II Outer Space Treaty (OST)¹ that permits space mining by private actors;² the Business Engagement Program under the Convention on Biodiversity (CBD) permitting the private sector to participate in soft law-making;³ or corporate representatives forming part of the Tripartite Structure of the International Labour Organization (ILO), leading to the adoption of more than 200 international conventions.⁴

What is more, this is not a recent phenomenon. Hugo Grotius' *mare liberum*, which became the most influential scholarly work on the law of the sea – establishing the principle of the freedom of the high seas – was a legal opinion written on behalf of the Dutch East India Company, one of the world's first corporate behemoths.⁵ In short, corporate influence is pervasive, prominent and deeply entrenched in international law. This is particularly pertinent in the case of international human rights law.

With respect to international law in general and human rights in particular, such corporate influence raises questions of legitimacy and doctrine: Why should private entities with no direct accountability to a *polis* have a say in how international human rights norms or even entire human rights regimes are to be shaped? Furthermore, does international legal doctrine need to adapt to the reality of corporate influence – like it or not – and if so, how?

¹ Treaty on Principles Governing the Activities of States in the Exploration and Use of Outer Space, Including the Moon and Other Celestial Bodies, 27 January 1967, 610 U.N.T.S. 205.

² See, in further detail, Melissa J. Durkee, 'Interpretive Entrepreneurs' (2021) 107 *Virginia Law Review* 431, 466-470. On the current discussion in the literature on the 'national appropriation clause' in Art. II OST see, e.g., Leslie I. Tennen, 'Enterprise Rights and the Legal Regime for Exploitation of Outer Space Resources' (2016) 47 *University of the Pacific L. Rev.* 281, 288; Abigail D. Pershing, 'Interpreting the Outer Space Treaty's Non-Appropriation Principle: Customary International Law from 1967 to Today' (2019) 44 *Yale J. Int'l L.* 149, 154-157.

³ See Kenneth Ian MacDonald, 'The Devil is in the (Bio)diversity: Private Sector "Engagement" and the Restructuring of Biodiversity Conservation' (2010) 42 *Antipode* 513; also Mark van Oorschot, Marcel Kok and Rob van Tulder, 'Business for Biodiversity – Mobilising Business Towards Net Positive Impact', PBL Policy Brief (2020), available at https://www.pbl.nl/sites/default/files/downloads/pbl-2020-business-for-biodiversity-4143_0.pdf (23 November 2025).

⁴ See e.g. Laurence R. Helfer, 'Understanding Change in International Organizations: Globalization and Innovation in the ILO' (2006) 59 *Vanderbilt L.R.* 649, 651; Guiseppe Casale, *The Fundamentals of International Labour Law* (G. Chapichelli Editore 2020) 32; William R. Simpson, 'The ILO and Tripartism: Some Reflections' (1994) 117 *Monthly Labour Review*, Issue 9, 40 et seq.

⁵ See Hugo Grotius, *Mare Liberum* (first published in 1609; OUP 1916, Ralph van Deman Magoffin trans., James Scott Brown ed.), in particular Ch. I and VIII. See also Peter Borschberg, 'Grotius and the East Indies' in Randall Lesaffer and Janne E. Nijman (eds), *The Cambridge Companion to Hugo Grotius* (CUP 2021) 65, 66-69 and William E. Butler, 'Freedom of the High Seas' in *ibid.* 477, 480-483.

In this presentation, I would like to set out a typology of corporate influence on international law (Part II) to get a firmer grasp of the phenomenon we are dealing with. Part III will exemplify this typology in the field of international human rights with respect to the Meta Oversight Board.

Then, as agreed between us, I hand over to Professor Sajo, who will give more detailed insights into the workings and case law of the Board, before I will eventually provide a few musings on what I think might need to change (Part IV). Part V concludes.

II. A Typology of Corporate Influence

To better capture and understand the phenomenon of corporate influence on international regulation, I submit the following analytical toolbox: We need to distinguish the *objects* of influence, the *forms* of influence and, on a meta-level, the *patterns of regulation* in shaping international law.

1. Objects of Influence

First, it is important to differentiate *what* it is that corporations are exerting influence over: norms, concepts or entire regimes. Influence on an individual legal *norm* pertains, e.g., to space corporations lobbying governments to interpret the term ‘national appropriation’ in Article II OST to permit appropriation of minerals found in space by private actors.⁶ Influence on a legal *concept* means corporations shaping central ‘building blocks of legal doctrine’⁷ such as ‘ius cogens’ or ‘responsibility’. An example of companies shaping a legal *regime* constitutes the establishment, operation and reform of investor-state dispute settlement (ISDS). Sometimes, these three categories may also fall in one or overlap.

2. Forms of Influence

Having identified *what* corporations may influence, it is equally important *how* they do so. I shall distinguish creation, modification and neutralization. First, creation. As said, the established doctrine formally excludes private actors from international law-making.

However, although Article 38(1) of the ICJ Statute petrifies a certain view on sources doctrine, in reality, the picture is more complex. As mentioned, international legal regimes may involve corporate actors formally in the making of hard law (ILO) or soft law (CBD). In addition, indirect impact on international law creation through lobbying is a common feature of international relations, e.g. in international IP law.⁸

Second, interpretation may *de facto* modify the content of international legal norms, by means of Articles 31-33 of the Vienna Convention on the Law of Treaties (VCLT). I already mentioned the interpretation, advanced by SpaceX et al., of Article II OST, by now being endorsed by many countries, including the U.S. (even before Trump II). In an instant, we will focus on the Meta Oversight Board’s practice of interpreting and applying, inter alia, Article 19 of the ICCPR.

Third, corporations may contribute to neutralizing, i.e. destroying, inhibiting or sidelining, international legal norms, concepts or even entire regimes. Examples range from corporate efforts – successful thus far – to prevent the adoption of a Legally Binding Instrument on Business and

⁶ See *supra* note 2.

⁷ Tom Ginsburg and Nicholas Stephanopoulos, ‘The Concepts of Law’ (2017) 84 *U. Chicago L.R.* 147, see also at 150 (‘mental architecture’).

⁸ See Duncan Matthews, *Globalizing Intellectual Property Rights – The TRIPs Agreement* (Routledge 2002) 29 et seq.

Human Rights (LBI)⁹ to late 19th and early 20th century chartered companies enabling colonialism in Africa by sidelining *inter*-national law altogether.¹⁰

3. Patterns of Regulation

Finally, we stay with the *how* of corporate influence but look at it from a meta level. Can we identify regulatory patterns that companies, seeking to shape international law, display? Three of those patterns are particularly instructive for our purposes, which I call *arbitrage*, *mare liberum* and *activism*. They do not necessarily exclude one another but may coincide.

Arbitrage, first, denotes a pattern by which corporations seek to shape international regulation so that it creates competition between different jurisdictions and permits corporate choices. International investment law or international tax law are prime examples. The first allows for so-called forum and treaty shopping for the most preferential investment agreement.¹¹ With respect to the second, the possibility to choose where to place the company headquarters enables tax havens and a race to the bottom.¹²

I call the second regulatory pattern *mare liberum*. Like *arbitrage*, this is an avoidance strategy. But it differs from the former. Here, corporations do not seek to play different regulatory orders against each other, but rather create a realm beyond the regulatory influence of states altogether – or at least something akin to it. Grotius asserted that the high seas constitute a space beyond the sovereignty of individual states, in which free agents can roam and navigate undeterred by sovereign regulation. This is the embodiment of this pattern, whereby corporations carve out regulatory spaces so as to be able to operate beyond state control. In an instant, we will see how Meta's Human Rights Policy can be viewed as an example of this pattern.

The third regulatory strategy is not about avoidance but about engagement. In cases of what I term *activism*, corporations do not try to escape regulation, rather they intend to actively shape it in their image and interest. An example is the aforementioned CBD Business Engagement Program.

Again, we shall recognize this pattern in how Meta dealt with concerns over human rights protections on its platforms, to which I now turn.

III. Example: The Meta Oversight Board

A few days after Hamas attacked Israel on 7 October 2023, a video was posted on Facebook. It showed two persons, a man and a woman, recognizable as hostages as well as their Hamas kidnappers. All their faces were visible and not obscured. The text accompanying the video stated 'Israel is under attack' and '#Free Israel'. Meta, Facebook's parent company, deleted the post for violating its 'Dangerous Organizations and Individuals Policy'.¹³

This case exemplifies some of the most prominent challenges of corporate influence on international human rights in the digital sphere. Meta, in its 'Human Rights Policy', pledged to observe international human rights, enshrined in numerous treaties, including the ICCPR and its

⁹ On the process since 2014 see Office of the High Commissioner on Business and Human Rights ('OCHR'), BHR Treaty Process, <https://www.ohchr.org/en/business-and-human-rights/bhr-treaty-process> (25 March 2025). See also Surya Deva, 'Treaty Tantrums: Past, Present and Future of a Business and Human Rights Treaty' (2022) 40 *Netherlands Quarterly of Human Rights* 211, 216 et seq.

¹⁰ See Doreen Lustig, *Veiled Power: International Law and the Private Corporation: 1886-1981* (OUP 2020) 17- 26.

¹¹ See e.g. Jorun Baumgartner, *Treaty Shopping in International Investment Law* (OUP 2016).

¹² See e.g. Shazad Abbas and Alexander Klemm, (2013) 20 'A Partial Race to the Bottom: Corporate Tax Developments in Emerging and Developing Economies', *International Tax and Public Finance* 596 et seq.

¹³ Meta Oversight Board, 'Hostages Kidnapped from Israel', 19 December 2023, 2023-050-FB-UA, available at <https://www.oversightboard.com/decision/fb-m8d2sogs/> (23 November 2025).

guarantee of freedom of expression in Article 19, as well as the UN Guiding Principles on Business and Human Rights (UNGPR).¹⁴ In 2020, it set up the Oversight Board, a quasi-judicial organ, organized as a separate legal entity.¹⁵ It operates as final instance to assess Meta's content moderation decisions' conformity with international human rights law.

Applying the analytical matrix from before, given the Board's status as a separate legal entity, are we actually dealing with a case of corporate influence? Yet, to my mind, despite the Board impressively asserting a degree of independence early on,¹⁶ Meta's influence on international human rights remains considerable: The Oversight Board's initial members were selected by Meta¹⁷, even though Board Members choose subsequent members themselves.¹⁸ Meta wrote the Board's Charter and Bylaws,¹⁹ the Members serve three-year terms, open for re-election,²⁰ and Meta retains ultimate financial control, holding the decision over the Board's continued existence.²¹

The *object* of influence are primarily norms of international human rights law, with the *form* of influence mainly focused on their modification through interpretation. Such interpretive modification can be considerable, especially if the Board's becomes the primary practice by which online public discourse is scrutinized according to international human rights law and if such interpretation does not follow established methodology. Thus, it may reach beyond individual human rights norms and may, if continually deviating from such methodology, affect the international human rights regime altogether. Also, as the Board applies human rights norms created for the state-individual relationship *vis-à-vis* private actors, this affects the concept of human rights. In addition, the effect of the Oversight Board's 'jurisprudence' may reach beyond human rights law, e.g. the law of armed conflict in the case mentioned, and may affect other areas of international law.

Maybe most interesting, however, is looking at the Oversight Board through the meta level lens (no pun intended) of patterns of regulation. I submit that Meta's 'Human Rights Policy', including establishing the Oversight Board, displays features of both what I have called *mare liberum* and *activism* strategies. *Activism* because Meta pro-actively declared itself bound by international human rights and set up the Oversight Board. As regards *mare liberum*, the Board applies international human rights law, insisting that it does not deal with domestic constitutional law but rather only scrutinizes the matters before it from an international perspective.²² Therefore, this quasi-adjudicatory system operates beyond the realm of domestic sovereign jurisdictions. Conveniently, there is also no international body competent to review the Oversight Board's decisions. The Human Rights Committee deals much less frequently with Article 19 cases *vis-à-vis* online public discourse – and in any case could only address states' human rights obligations. Hence a system, established by a corporation, creating an international realm beyond individual state control: *mare liberum*.

¹⁴ See <https://about.fb.com/wp-content/uploads/2021/03/Facebooks-Corporate-Human-Rights-Policy.pdf> (23 November 2025).

¹⁵ See <https://www.oversightboard.com/> (23 November 2025). See also Andreas Kulick, 'Meta's Oversight Board and Beyond – Corporations as Interpreters and Adjudicators of International Human Rights' (2023) 22 *The Law and Practice of International Courts and Tribunals* 161, 173 et seq.

¹⁶ See Meta Oversight Board, 'Breast Cancer Symptoms and Nudity', 28 January 2021, 2020-004-IG-UA, available at <https://www.oversightboard.com/decision/ig-7thr3si1/> (23 November 2025).

¹⁷ See also the concerns raised by Kate Klonick, 'The OB: Creating an Independent Institution to Adjudicate Online Free Expression' (2020) 129 *Yale Law Journal* 2418 at 2465.

¹⁸ See Art. 1, 1.2.2. of the OB Bylaws, available at <https://www.oversightboard.com/wpcontent/uploads/2025/07/Oversight-Board-Bylaws-June-2025.pdf> (23 November 2025).

¹⁹ See Kate Klonick, 'The OB: Creating an Independent Institution to Adjudicate Online Free Expression' (2020) 129 *Yale Law Journal* 2418 at 2465 et seq.

²⁰ See Art. 1, 1.4.2. of the OB Bylaws.

²¹ See Art. 2, 1.3.1. of the OB Bylaws.

²² See Meta Oversight Board, 'Former President Trump's Suspension', 5 May 2021, 2021-001-FB-FBR, available at <https://www.oversightboard.com/decision/fb-691qamhj/> (23 November 2025).

IV. What Needs to Change

Having taken stock, what issues are in most dire need of addressing? I limit myself to three.

1. Taking International Law Seriously

First, the Oversight Board's 'case law' no doubt represents the most sophisticated attempt at implementing human rights standards in global platform governance to date. Nonetheless, it does not appear to follow the established methodology of treaty interpretation enshrined in Articles 31-33 VCLT.²³ Yet, international law does not only consist of primary rules. In fact, the primary rules of international human rights law are inseparable from the secondary rules of treaty interpretation, in particular.²⁴ Not observing the latter means not observing human rights.

Taking as example the 'Hostages Kidnapped from Israel' case, Article 31(3)(c) VCLT sets the standards for drawing on other rules of international law when interpreting a treaty provision.²⁵ The Board, when interpreting Article 19(3) ICCPR, referred to Article 27 of the Fourth Geneva Convention, relying on its prohibition of subjecting hostages to 'public curiosity'.²⁶ However, Article 31(3)(c) VCLT requires, among others, that the other 'relevant' rules of international law to draw on must be 'applicable between the parties'. In the case of an inter-state rule such as Article 27 GC IV, it is far from trivial whether this rule of interpretation applies to the relationship between Meta, its users and affected non-state third parties. Even if one regarded the Board as endorsing the view that Article 27 GC IV, in the case at hand, was *lex specialis vis-à-vis* international human rights law,²⁷ a similar question remains. The Board fails to discuss any of this in its written decision.²⁸

Rather, in its 'case law' overall, it mostly contents itself with frequently citing General Comment No. 34 of the Human Rights Committee – a digest of the Committee's jurisprudence on Article 19 ICCPR up until 2010 – and reports of the UN Special Rapporteur on Freedom of Expression from before 2020.²⁹ Instead, it is pivotal that the Oversight Board either meticulously observes the methodology of Articles 31-33 VCLT – or at least provides convincing argumentation for why it does not. Otherwise, it cannot claim to adhere to international human rights law.

2. Taking Corporations Seriously

Second, the Oversight Board appears in need of a horizontal effect doctrine. Meta's 'Human Rights Policy' assumes that human rights apply horizontally, i.e. between non-state actors. This pertains to the relationship between the individuals posting content and those affected by such

²³ See Andreas Kulick, 'Meta's Oversight Board and Beyond – Corporations as Interpreters and Adjudicators of International Human Rights' (2023) 22 *The Law and Practice of International Courts and Tribunals* 161, 177-180, 182-184.

²⁴ See, e.g., from the practice of the Human Rights Committee, *Roger Judge v. Canada*, Communication No. 829/1998, Views adopted on 5 August 2002, Doc. CCPR/C/78/D/829/1998, para. 10.4.

²⁵ See, e.g., for detailed monographic treatment, Campbell McLachlan, *The Principle of Systemic Integration in International Law* (OUP 2024); Panos Merkouris, *Article 31(3)(c) VCLT and the Principle of Systemic Integration – Normative Shadows in Plato's Cave* (Brill 2015).

²⁶ Convention (IV) relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War. Geneva, 12 August 1949, UNTS Series Vol. 75, p. 287, Art. 27(1): 'Protected persons are entitled, in all circumstances, to respect for their persons, their honour, their family rights, their religious convictions and practices, and their manners and customs. They shall at all times be humanely treated, and shall be protected especially against all acts of violence or threats thereof and against insults and *public curiosity*.' (emphasis added).

²⁷ See, seminally, *Legal Consequences of a Construction of a Wall in Occupied Palestinian Territory*, ICJ Reports 2004, 136, para. 105 et seq.

²⁸ As it recently did again in a similar case pertaining to videos of detainees in the non-international armed conflict in Sudan with respect to common Article 3 to the Geneva Conventions, see Meta Oversight Board, 'Sudan Rapid Support Forces Video Captive', 11 April 2024, 2023-039-FB-UA.

²⁹ See Andreas Kulick, 'Meta's Oversight Board and Beyond – Corporations as Interpreters and Adjudicators of International Human Rights' (2023) 22 *The Law and Practice of International Courts and Tribunals* 161, 177-180 for analysis of the Oversight Board's case law.

content. However, it should not be overlooked that also those taking the content moderation decisions are not states, but private actors themselves.

The business and human rights literature often submits that large global corporations wield powers and resources similar to those of states and should thus be treated just like them.³⁰ This is what the Oversight Board's decisions indicate, applying the 'three-part test' of Article 19 ICCPR to Meta as if it was a state.³¹ However, such state analogy is too simplistic.

Corporations are bearers of human rights too, at least to some extent and at least under some human rights regimes, most notably the ECHR.³² Hence, the Board needs to deal with the reflective tripartite relationship of those posting content, those affected by the post and the content moderating platform corporation – and the fact that all three of them hold human rights interests. This, of course, is not to say that the exercise to balance these interests should not take into account the specific power relations at hand or the fact that corporations effectively act as *iudex in sua causa*.³³ These may provide arguments for why, in the proportionality balancing and in light of the specific circumstances of each case, corporations' own human rights interests take second tier after individuals' rights.³⁴

3. Taking Those Affected Seriously

Finally, Meta should undertake more serious efforts to involve those affected by content moderation. This goes beyond platform users, as posts may relate to non-users. For this purpose, one may find inspiration in recent developments in participation in bodies of international organizations. There, those affected themselves, organized in affected persons organizations (APOs), assert their interests.³⁵

Similarly, one may consider electing representatives of, say, an APO for Meta's platforms Facebook and Instagram, who participate in relevant steps of platform regulation, particularly: in amending the Community Guidelines as well as the procedural rules governing the Oversight Board; in selecting its members; and in monitoring the implementation of the Board's decisions and recommendations as well as Meta's overall content moderation policies.³⁶

³⁰ See e.g. Menno T. Kamminga and Saman Zia-Zarifi, 'Liability of multinational corporations under international law: an introduction' in Menno T. Kamminga and Saman Zia-Zarifi (eds), *Liability of multinational corporations under international law* (Kluwer 2000) 1 at 5 et seq.; David Bilchitz, 'The Ruggie Framework: an adequate rubric for corporate human rights obligations?' (2010) 7 *Sur - International Journal of Human Rights* 198, 208 et seq. For an overview of the literature to this effect see Fleur Johns, 'Theorizing the Corporation in International Law' in Anne Orford, Florian Hoffman and Martin Clark (eds), *The Oxford Handbook of the Theory of International Law* (OUP 2016) 635 at 641 et seq.

³¹ See Evelyn Douek, 'The Meta Oversight Board and the Empty Promise of Legitimacy' (2024) 37 *Harvard Journal of Law & Technology* 373, 416.

³² See e.g. Andreas Kulick, 'Corporate Human Rights?' (2021) 32 *European Journal of International Law* 537, 545 et seq.; Marius Emberland, *The Human Rights of Companies – Exploring the Structure of the ECHR* (OUP 2006) 65 et seq.

³³ For further detailed exploration of this argument see Andreas Kulick, 'Meta's Oversight Board and Beyond – Corporations as Interpreters and Adjudicators of International Human Rights' (2023) 22 *The Law and Practice of International Courts and Tribunals* 161, 185 et seq.

³⁴ *Ibid.*

³⁵ See e.g. Jochen von Bernstorff, 'New Responses to the Legitimacy Crisis of International Institutions: The Role of 'Civil Society' and the Rise of the Principle of the 'Most Affected' in International Institutional Law' (2021)

³⁶ For further elaboration see Andreas Kulick, 'Meta's Oversight Board and Beyond – Corporations as Interpreters and Adjudicators of International Human Rights' (2023) 22 *The Law and Practice of International Courts and Tribunals* 161, 191 et seq.

V. Conclusion

Corporate influence on international law is a fact. In certain areas, it is even inevitable. Platform regulation is arguably one of the most pertinent examples: A digital space for online public discourse created and curated by private corporations. It is next to impossible for them not to be involved in regulatory decision-making here, affecting far-reaching human rights interests. If they interpret and apply human rights, they necessarily contribute to shaping them.

Hence, the central question rather is how and to what extent. Corporate influence on international law, including human rights, is not bad by definition. But it evokes questions of legitimacy and doctrine that need addressing because there is no doubt that it is here to stay.

Annexe VI**Présentation du Professeur Andras SAJO**

Université de Centre Europe

I've been asked to speak about Meta Oversight Board today, and how it works as a model of industry self-regulation.

When the Oversight Board was first conceived around 2017, it was born out of a brewing crisis. Facebook, like other social platforms that served hundreds of millions of users, had become an arbiter of speech. Facebook was accused of dictating what people in every region of the world could talk about, how much they could offend one another, whether they could mislead or lie, or advocate violence or political overthrow.

The platform was accused of channeling disinformation in favor of Brexit and against American presidential candidates allegedly shaping the fate of nations and democracy itself.

What emerged from this moment was an experiment in the governance of digital speech called the Oversight Board. Meta, in consultation with experts, human rights activists and other stakeholders selected with the help of head hunters 20 experts to review high-profile and sensitive content moderation decisions. This Board would decide what content should stay and go on the platform, and ground those decisions in international human rights law.

When Meta wanted to get itself out of the hot seat of having to make all these sensitive decisions, it wanted a body that would be perceived as independent. Each of the Board members brings stature from their outside reputation, be it as an activist, expert or scholar. We all care about our personal credibility and have lines we will not cross, as documented in the minority opinions. When we adjudicate cases we are independent. Meta cannot fire us because we say that a post should be taken down. They fund the board, though those resources are put into trust every few years. But there is no guarantee that the funding will be at the same level or provided for ever. Moreover, while this is not a matter of independence, there is always structural dependence. We cannot do our work unless they provide us with information and answer our questions. While we cooperate well much of the time, there are tensions and frustrations we have to work through. On the other hand, there are legitimate proprietary interests which may justify information withholding.

Today we're 21 board members, six from the US. The rest from across the globe. Our board members come from different disciplines, cultures, ideologies, and religions. We are all committed to free expression, but we each define it somewhat differently depending on our background, professional discipline and personal beliefs.

We are a purposefully deliberative body. We debate. We disagree. We write opinions—sometimes with dissents. We debate substantively and take the same side more often than you might think on questions of free speech. In our polarized world, the Board offers a rare chance to engage deeply across differences.

The board works in three principal ways: We decide cases involving individual pieces of content, issue recommendations for policy changes based on those decisions, and take on policy advisory opinions and white papers looking at broader questions of online governance like the use of AI or how Meta treats certain risks.

Cases come to us through user appeals or referrals from Meta itself. Someone gets frustrated by seeing their content disappear, or by having to look at a post that they find objectionable, and believe violates Meta's community standards against disinformation, abuse, incitement or some other category of prohibited content. We get thousands of appeals each week so have to prioritize the cases we think will have most impact, setting annual priority areas. The way

cases are handled reminds me of the ECHR. The staff prepares the applications for screening. There are inadmissibility grounds, like late submission and Meta has the right to revoke the case where it is under some specific legal obligation, e.g. a similar case is pending in court. We take only those cases which have specific relevance for the social media space, i.e. about 40 major cases per year and a few dozens of repetitive cases handled to some extent like the commissions of the Strasbourg system. Contrary to the ECHR we chose the relevant cases (in a panel of five) like the US Supreme court or as President Wildhaber suggested regarding the ECHR as the constitutional court of Europe.

Once a case is admitted we then research and deliberate the cases via zoom, typically in panels of five, and issue a reasoned decision, applying Meta's own policies and international human rights law to assess whether the content should stay or go. In so doing, we ask Meta questions, often bringing to light aspects of the company's handling of content that would otherwise be out of view. After the panel prepares the draft it goes for comments to the full board. Once the remarks are incorporated or rejected decisions are taken by majority. The decisions we draft are published and public, forming a growing body of unique jurisprudence in the realm of online content.

About 70% of the time we overturn Meta's decisions, finding that the company has either infringed with free speech rights or failed to adhere to its own stated policies and standards. While our case decisions are technically binding, this is unfortunately not as important as it sounds. Because we look only at individual cases, and we take months to work through appeals to the Board, the disposition of individual posts, photos and videos is rarely consequential. If those posts have gone viral, that has already happened. If political speech was suppressed in the run up to an election, we cannot undo that after the votes have been cast. While we work to ensure that our decisions are applied by Meta in future to similar content, that doesn't always happen and it is hard to measure how consistently it happens.

The decisions contain policy recommendations or, equally importantly endorse or refuse policies (for example slur lists, a matter that remains contested within our Board – what Meta needs to do more and less of, whether they are properly enforcing their own rules, and whether those rules live up to human rights standards, in particular freedom of expression. While Meta does not have to implement our recommendations, they are obligated to respond to them. We then track the implementation of our recommendations, 60% of which have been accepted over time and some of which have brought about sweeping change.

In terms of substantive law, being a global entity we rely on the UN Guiding Principles on Business and Human Rights (UNGPs) (endorsed in 2011) are a global framework for respecting human rights in the context of business activities, built on three pillars: the state's duty to protect, the corporate responsibility to respect, and the need for effective access to remedy. This framework clarifies how governments should protect against human rights abuses by businesses and how businesses should avoid infringing on human rights through due diligence and remediation. It also emphasizes the importance of providing effective remedies to those harmed by business activities,

Meta has undertaken that it will abide by the Guiding Principles which means that it accepts, among others two Covenants, and Article 19 in particular. In the application of the Covenants we follow the General Comments and the practice of the HR Committee as well as the interpretations of the Special Rapporteur. It follows that we apply a proportionality analysis that is somewhat stricter than that of the Strasbourg as there is a strong emphasis on the least restrictive means. We try to convince Meta that wherever this is strictly necessary to protect other rights demotion, superscripts and other means will be more human rights conform than outright take down censorship.

When it comes to free speech and content regulation, there are real questions about whether you'd want all the powerful platforms to operate according to the same standards of what

content comes up and what comes down. LinkedIn and Youtube have different considerations and dilemmas than Meta does. But that also makes some of the efficiency and legitimacy of self-regulation mechanisms elusive.

Being able to rely on international human rights law offers us a way to reconcile what would otherwise be conflicting standards in every jurisdiction.

The global nature of social media poses special problems, including the difficulty of understanding the context, and we learned that context is crucial but this is perhaps the most difficult thing for the algorithm. Given the speed with which posts can ricochet around the world, our thoughtful, deliberative approach can feel like a mismatch for the medium we see to oversee. At the same time, contemplating sensitive questions of free expression, the limits of satire, the bounds of incitement or how freely information should flow during wartime is not a simple matter of thumbs up or thumbs down.

A few examples of the impact we've had:

Thanks to the Board, now when a user has content taken down, they are notified about which Community Standard their content violated. Rather than be left in the dark about what they have supposedly done wrong, users are told how they broke the rules, allowing them to redo their post or to appeal if they think the judgment was a mistake. In other words, free speech is understood procedurally, within the rule of law, and we insist on justification. The DSA followed our approach, though the result is not obvious.

Also as a result of the board's work when users draft a post that uses a slur or another word or phrase that is not permitted – say praise for a dangerous organization – they receive a pop up note telling them that because of that specific word or phrase their post will not be allowed on the platform. They get a chance to edit the post and get rid of the trigger word, getting the rest of their message across.

Third, at the Board's recommendation AI-generated or modified content is now labeled so that users have a better sense of what they are seeing. There is much more – getting Meta's user rules translated into multiple languages so that hundreds of millions of users can understand them or getting the company to acknowledge and address the problem of veiled threats. There are countless ways in which the board has contributed to a more fair, transparent online ecosystem across Meta's platforms.

Those changes affect billions of posts each year putting more power in the hands of users.

As a board member, it would be unfair to advocate for this business generated model of externalized self-regulation but I hope that the Board is a genuine attempt to make freedom of expression a matter of global concern.

Annexe VII**Rapporteur·es et représentant·es du CDDH**

- Rapporteur sur l'égalité de genre : Philippe WERY (Belgique)
- Rapporteur thématique sur les droits humains et l'intelligence artificielle : Tim KOLK (Estonie)
- Rapporteuse thématique sur les droits humains et l'environnement : Nicola WENZEL (Allemagne)
- Rapporteur thématique sur l'impunité pour les violations graves des droits humains : Hans-Jörg BEHRENS (Allemagne)
- Rapporteuse thématique sur les droits humains et les entreprises : Nicola WENZEL (Allemagne)
- Représentant auprès du Comité directeur pour les droits humains dans les domaines de la biomédecine et la santé (CDBIO) : Elias KASTANAS (Grèce)
- Représentante auprès du Groupe de coopération internationale sur les drogues et les addictions (Groupe Pompidou) : Milène BLANCHARD (France)
- Représentante auprès du Comité directeur sur la démocratie (CDDEM) : Krista OINONEN (Finlande)

Annexe VIII**Composition du Bureau du CDDH et Présidences des instances subordonnées**

BUREAU	FIN DU MANDAT	RÉFÉRENCES
Tonje MEINICH (Norvège) Présidente	31 décembre 2026 (élue pour 1 an, renouvelable)	103 ^e réunion du CDDH (novembre 2025)
Nicola WENZEL (Allemagne) Vice-Présidente	31 décembre 2026 (élue pour 1 an, renouvelable)	103 ^e réunion du CDDH (novembre 2025)
Tim KOLK (Estonie) Membre	31 décembre 2027 (élu pour 2 ans, non renouvelables)	103 ^e réunion du CDDH (novembre 2025)
Elias KASTANAS (Grèce) Membre	31 décembre 2027 (élu pour 2 ans, non renouvelables)	103 ^e réunion du CDDH (novembre 2025)
Milène BLANCHARD (France) Membre	31 décembre 2026 (élu pour 2 ans, renouvelables une fois)	101 ^e réunion du CDDH (novembre 2024)
Elīna Luīze VĪTOLA (Lettonie) Membre	31 décembre 2026 (élu pour 2 ans, renouvelables une fois)	101 ^e réunion du CDDH (novembre 2024)
Babette KOOPMAN (Pays-Bas) Membre	31 décembre 2027 (élu pour 2 ans, renouvelables une fois)	103 ^e réunion du CDDH (novembre 2025)
Paweł WIERDAK (Pologne) Membre	31 décembre 2027 (élu pour 2 ans, renouvelables une fois)	103 ^e réunion du CDDH (novembre 2025)
PRÉSIDENTES		
« 46 + 1 » Tonje MEINICH (Norvège)		92 ^e réunion du CDDH (novembre 2019)
CDDH-ELI Hans-Jörg BEHRENS (Allemagne)		99 ^e réunion du CDDH (novembre 2023)
CDDH-PTS Elīna Luīze VĪTOLA (Lettonie)		1 ^e réunion du CDDH-PTS (mars 2025)
CDDH-VOTE Krista OINONEN (Finlande)		103 ^e réunion du CDDH (novembre 2025)
CDDH-TE Milène BLANCHARD (France)		103 ^e réunion du CDDH (novembre 2025)
DH-PDA Tonje MEINICH (Norvège)		102 ^e réunion du CDDH (juin 2025)

Annexe IX

Calendrier

*tel qu'adopté (pour le premier semestre 2026) et approuvé (pour le second semestre 2026)
lors de la 103^e réunion du CDDH (24 – 27 novembre 2025)*

17 – 19/03/2026	<u>4th meeting of the Drafting Group on the safe third country concept / 4^e réunion du Groupe de rédaction sur la notion de pays tiers sûr</u> (CDDH-PTS)
31/03 – 02/04/2026	1st meeting of the Drafting Group on the protection of the right of vote / 1 ^e réunion du Groupe de rédaction sur la protection du droit de vote (CDDH-VOTE) ³⁷
11 – 13/05/2026	1st meeting of the Drafting Group on the use of new technologies by the Court and new tendencies in litigation before the Court / 1 ^e réunion du Groupe de rédaction sur le système de la Convention européenne des droits de l'homme (CDDH-TE) ³⁸
19 – 20/05/2026	<u>3rd meeting of the Drafting Committee on Human Rights and Drug Policies / 3^e réunion du Comité de rédaction sur les droits humains et les politiques en matière des drogues</u> (DH-PDA)
27 – 29/05/2026	<u>6th meeting of the Drafting Group on the eradication of impunity for serious human rights violations (follow-up) / 6^e réunion du Groupe de rédaction sur l'élimination de l'impunité pour les violences graves des droits humains (suites)</u> (CDDH-ELI) ³⁹
11 – 12/06/2026	<u>115th meeting of the Bureau of the Steering Committee for Human Rights / 115^e réunion du Bureau du Comité directeur pour les droits humains</u> (CDDH-BU)
30/06 – 03/07/2026	<u>104th meeting of the Steering Committee for Human Rights / 104^e réunion du Comité directeur pour les droits humains</u> (CDDH)
16 – 18/09/2026	2nd meeting of the Drafting Group on the use of new technologies by the Court and new tendencies in litigation before the Court / 2 ^e réunion du Groupe de rédaction sur le système de la Convention européenne des droits de l'homme (CDDH-TE)
23 – 25/09/2026	<u>7th meeting of the Drafting Group on the eradication of impunity for serious human rights violations (follow-up) / 7^e réunion du Groupe de rédaction sur l'élimination de l'impunité pour les violences graves des droits humains (suites)</u> (CDDH-ELI)

³⁷ Proposed new drafting group, subject to Committee of Ministers decisions on the revised CDDH terms of reference for 2026 – 2027 / *Proposition d'un nouveau groupe de rédaction, sous réserve des décisions du Comité des Ministres sur la révision du mandat du CDDH pour 2026 – 2027.*

³⁸ Proposed new drafting group mandated to prepare deliverables 14 & 15 under the CDDH terms of reference for 2024 – 2027 / *Proposition d'un nouveau groupe de rédaction chargé de préparer les livrables 14 et 15 dans le cadre du mandat du CDDH pour 2024 - 2027.*

³⁹ Proposed new drafting group mandated to prepare deliverable 11 under the CDDH terms of reference for 2024 – 2027, subject to the results of deliverable 8 / *Proposition d'un nouveau groupe de rédaction chargé de préparer le livrable 11 dans le cadre du mandat du CDDH pour 2024 – 2027, sous réserve des résultats du livrable 8.*

CDDH(2025)R103

- 14 – 16/10/2026 2nd meeting of the Drafting Group on the protection of the right of vote / 2^e *réunion du Groupe de rédaction sur la protection du droit de vote* (CDDH-VOTE)
- 04 – 06/11/2026 [8th meeting of the Drafting Group on the eradication of impunity for serious human rights violations \(follow-up\) / 8^e réunion du Groupe de rédaction sur l'élimination de l'impunité pour les violences graves des droits humains \(suites\)](#) (CDDH-ELI)
- 12 – 13/11/2026 [116th meeting of the Bureau of the Steering Committee for Human Rights / 116^e réunion du Bureau du Comité directeur pour les droits humains](#) (CDDH-BU)
- 01 – 04/12/2026 [105th meeting of the Steering Committee for Human Rights / 105^e réunion du Comité directeur pour les droits humains](#) (CDDH)